

Faute d'identité

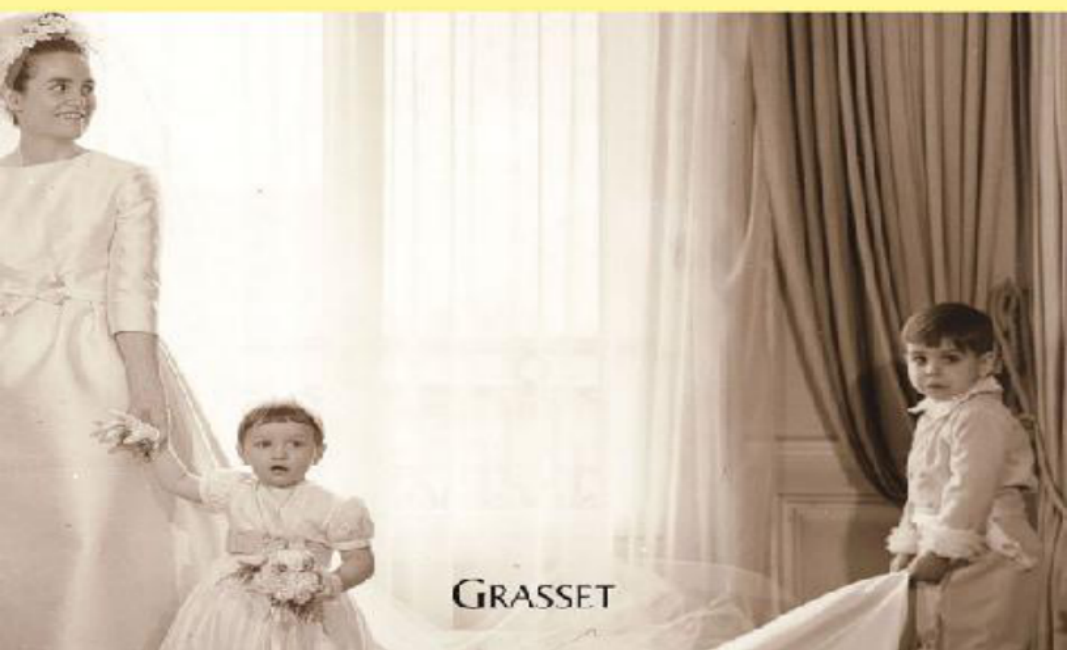
Assayas

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

MICHKA ASSAYAS

Faute d'identité



GRASSET

ISBN : 978-2-246-78573-6

Photo de bande : © Archives de l'auteur/DR.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

© Éditions Grasset & Fasquelle, 2011.

DU MÊME AUTEUR

LES ANNÉES VIDES, *récit*, L'Arpenteur-Gallimard, 1990.

CONTRE-FEU, *chroniques*, Balland, 1991.

DANS SA PEAU, *récit*, L'Arpenteur-Gallimard, 1994.

DICTIONNAIRE DU ROCK (*direction d'ouvrage*), Bouquins-Robert Laffond, 2000.

EXHIBITION, *roman*, L'Arpenteur-Gallimard, 2002 (Prix « Découverte » du Figaro Magazine-Fouquet's 2002, Prix des Deux-Magots 2003) ; Folio n° 4049.

BONO PAR BONO, *conversations*, Grasset, 2005 ; Livre de Poche n° 30708.

SOLO, *roman*, Grasset, 2009.

D'abord, je voudrais dire qu'en écrivant ceci, je ne cherche à blesser personne. Il s'agit bien ici de moi, de ma vraie mère, morte il y a bientôt quatre ans, de mes vrais frères, de ma vraie famille. La personne qui vous écrit ici, c'est bien moi, je vous parle comme je le ferais à qui ignore tout de moi, et à qui, pourtant, je dois tout dire. Ce que je m'apprête à écrire ici, je ne suis arrivé à l'exprimer à personne, pas même moi. Si, au long de cet effort que j'entreprends pour m'expliquer une certaine impuissance, une certaine paralysie, une certaine complaisance à demeurer dans une obscurité qui a fini par se révéler asphyxiante, je blesse et inquiète des proches – mes frères, ma femme et mes enfants –, je leur demande pardon. Je ne cherche pas à régler des comptes. Je leur ai déjà fait assez de mal, sans doute, par des allusions déplaisantes dans des écrits dont la violence et la rage, souvent impuissantes, étaient surtout dirigées contre moi-même. Et, Maman, pardonne-moi, toi morte, d'écrire ce que jamais je n'aurais osé te dire, ni t'écrire, de ton vivant.

Je ne garantis pas que les événements liés à l'histoire de ma mère, tels que je les ai perçus et m'apprête à les relater ici, soient exacts. Fidèles, ils le sont, mais à l'histoire qu'enfant je me suis racontée en écoutant les récits embellis qu'elle me faisait de sa propre enfance, une histoire aussi lacunaire et mystérieuse qu'un conte oriental. Un autre temps viendra, peut-être, pour l'exactitude, les recherches généalogiques et les scrupules d'archiviste familial.

Une autre raison, moins subjective, me pousse aussi à plonger la tête la première dans l'histoire de ma mère. Enfant, on ne s'étonne de rien. Ainsi, je trouvais normal que, dans les années 60, perdu dans un hameau de la vallée de Chevreuse, je sois élevé par une vieille paysanne qu'on appelait Marguerite, ne parlant que le hongrois, qui, ayant fui l'arrivée des soldats russes à la fin de la guerre, avait débarqué en France avec le premier fils, encore bébé, que ma mère avait eu d'un mariage qui se révélerait malheureux avec un aristocrate hongrois. Rien qu'en écrivant cette phrase, je mesure l'effet d'étrangeté qu'elle peut produire à une époque comme la nôtre, où la Seconde Guerre mondiale s'est éloignée au point de ne plus être qu'un théâtre virtuel où l'on croise des personnages, fictifs ou réels, sur lesquels on projette des fantasmes d'héroïsme, d'abjection ou de rédemption, une fois perdu tout rapport familial avec l'histoire vécue de ces années-là. Or je me sens inséparable de celle-ci. Certes, mon enfance et ma jeunesse me fondent dans la masse de tous les jeunes Français des années 60, 70 et 80. Mais je ne peux oublier que, sans la guerre, jamais je n'aurais vécu en France. C'est

simple : sans la Seconde Guerre mondiale, mon histoire géographique, linguistique et sociale n'aurait jamais été la même. Et même, jamais je n'aurais vu le jour.

J'ai écrit ces lignes il y a un an environ. Je n'imaginai pas qu'elles auraient un jour un rapport avec ma vie de citoyen. Au mois d'octobre 2009, j'ai perdu mon passeport. Plus exactement, il a disparu. Je crois bien qu'on me l'a volé. Je soupçonne fortement un ou une employé(e) de ménage de l'hôtel Ibis d'une petite ville de l'arrière-pays niçois, même si je n'en ai pas la preuve. Comment être certain ? Plusieurs fois, je me suis projeté le film de cette matinée : je range le passeport dans la poche de mon blouson, je referme le zip, je replie le blouson, je le pose dans le compartiment au-dessus de ma tête, on m'accueille à l'aéroport, je monte dans une voiture, j'en sors, j'arrive à l'hôtel Ibis, je prends un ascenseur, j'entre dans la chambre, je vide mes poches sur la tablette, je sors mon trousseau de clés, mes tickets de métro usés, mon paquet de Kleenex, le coupon d'embarquement froissé et mes pièces de 5 et 10 centimes d'euro. Le passeport couleur bordeaux était-il là ou non ? Je ne sais plus. Mon cerveau n'a pas pris la photo au bon moment. En tout cas quand je suis reparti deux jours plus tard j'ai constaté sa disparition.

A l'école, déjà, il fallait remplir des formulaires. « Profession des parents. » Mon père m'avait dit de mettre « scénariste ». Ma mère m'avait appris un mot : « modéliste ». Je crois bien qu'on ne l'utilise presque plus. Le dimanche matin, elle restait longtemps au lit. Elle disposait des cartes à jouer minuscules sur sa planche à dessin, un carré de vieux bois patiné, pour faire des réussites ; parfois, elle prenait des feuilles et traçait des croquis de jeunes femmes, se concentrant sur certains détails avec une minutie qui me paraissait aléatoire : le dessin d'une ceinture, le motif entrelacé d'un foulard, le fermoir d'un sac à main. Les modèles qu'elle dessinait étaient des femmes aux belles coiffures ondulées qui leur cachaient à moitié le visage, aux grands yeux étonnés et aux lèvres délicatement entrouvertes. « Dessinatrice de mode », c'était imprécis. On ne disait pas encore « styliste », un mot que ma mère trouvait, avec raison, aussi prétentieux que flou. Je me rappelle qu'à ma rentrée en sixième, ma prof de maths, Madame Galiacy, nous avait demandé de remplir une fiche : « Si votre père est ingénieur, vous précisez où il travaille. Si c'est chez Chambourcy, vous mettez : "ingénieur chez Chambourcy" ». J'avais donc écrit : « modéliste chez Hermès ». Ainsi, on se prépare dès l'enfance à fournir aux représentants de l'autorité les renseignements sur le milieu qui vous a vu naître. Je ne sais plus quand l'administration de l'état civil a commencé à me demander où et quand mes parents étaient nés. Lieu et date de naissance des parents. Nom du père : *Assayas*. Prénom du père : *Raymond*. Date et lieu de naissance du père : *le 21 juin 1911 à*

Istanbul. Nom de la mère : *Polya*. Prénom de la mère : *Catherine*. Date et lieu de naissance de la mère : *le 1^{er} septembre 1919 à Budapest*. J'ai dû écrire ça une dizaine, peut-être une vingtaine de fois dans ma vie. Je ne me rappelle pas quand ça a commencé. Pour ma mère, j'avais l'impression de braver un interdit, parce qu'elle refusait de dire son âge à qui que ce soit, estimant déjà que lui poser la question était une faute de goût. Mes réponses entraient dans la machine administrative. Sans susciter ni questions ni commentaires.

On peut vivre sans carte d'identité. Ce n'est pas obligatoire. Quand la mienne est arrivée à échéance, en 1999, je ne me suis pas préoccupé de la faire renouveler : j'avais un passeport qui me permettait de voyager, de prendre le train et l'avion pour aller où bon me semblait. Mais il y avait une autre raison. J'avais lu dans *Libération* que, dans je ne sais plus quelle préfecture de la région parisienne, une personne s'était vu refuser le renouvellement de sa carte d'identité parce qu'elle n'était pas née en France, à moins que ce ne fût ses parents. Quelques mois plus tard, le même journal relatait qu'une femme, née dans une ancienne colonie française d'Afrique du Nord, s'était heurtée au même refus. Elle avait fait du scandale, et, selon son témoignage, un gendarme présent lui avait fait remarquer que : « Vous, les Juifs, vous croyez toujours que vous souffrez plus que les autres. » Les auteurs des articles soulignaient que, depuis l'entrée en vigueur au milieu des années 90 des « circulaires Pasqua » (du nom d'un ministre de l'Intérieur du gouvernement Balladur, condamné de manière définitive en 2010 à dix-huit mois de prison avec sursis pour « faux, financement illégal de campagne et abus de confiance » dans l'affaire dite du casino d'Annemasse) et la création des cartes d'identité plastifiées dites « infalsifiables », l'administration était en droit de demander à des Français venus renouveler leur carte d'identité d'établir des « preuves » de leur nationalité. Naïvement, j'imaginais qu'il s'agissait de cas exceptionnels suscités par des employés absurdement zélés, comme hélas on en rencontre dans toutes les administrations, et que les comportements irascibles et outranciers de certains administrés avaient peut-être envenimé la situation. Mais enfin, pour être honnête, je le déplorais pour eux, et pas pour moi, puisque j'avais un passeport. Jusqu'à ce que je le perde.

Fin 2009, muni de ma déclaration de perte, je suis allé à l'antenne de police de la mairie du XVIII^e arrondissement. C'était une fin

d'après-midi, il n'y avait pas grand monde, l'ambiance était plutôt cool et léthargique. J'ai pris un formulaire et j'ai rempli, sans y penser, comme à l'école, les cases « date et lieu de naissance des parents ». Nom du père : *Assayas*, prénom : *Raymond*, né le 21 juin 1911 à *Istanbul*, nom de jeune fille de la mère : *Polya*, prénom : *Catherine*, née le 1^{er} septembre 1919 à *Budapest*. Un employé a tout de suite regardé ce que j'avais écrit et m'a rendu le papier en me disant que ça n'irait pas. Pourquoi ? Mes deux parents étaient nés à l'étranger et, dans ces conditions, la demande de renouvellement de mon passeport disparu ne pouvait aboutir. Il m'a tendu un autre formulaire indiquant l'adresse d'un « Pôle de la nationalité française », rue du Château-des-Rentiers, avec un numéro de téléphone pour « prendre rendez-vous ». Je lui ai fait valoir que, jusqu'ici, on m'avait toujours renouvelé mon passeport sans rien me demander. Avec un sourire sibyllin, il m'a répondu dans un accent africain chantant : « Les règles ont changé. » Renseignements pris, c'était vrai. En 2005, la demande de « preuve » de nationalité s'est étendue de la carte d'identité au passeport qui, de simple titre de voyage, est devenu un document d'état civil à part entière, lui aussi plastifié et « sécurisé », comme dans un film de science-fiction des années 80 (empreinte « biométrique », photos où on n'a pas le droit de sourire, montrant un visage affreusement grossi, au point d'être méconnaissable).

J'ai contemplé, ahuri, cette photocopie grisâtre où il était indiqué en gros caractères pour enfants : « Pôle de la nationalité française, sur rendez-vous seulement ». Soudain, j'étais un réfugié d'Asie mineure, appelé à se présenter à un service administratif pour régulariser sa situation. Je n'étais plus fondu dans la masse ; je m'en distinguais. L'administration avait détecté chez moi un caractère particulier, comme une drôle d'odeur jusqu'alors insensible, me mettant à l'écart du groupe auquel je croyais appartenir. Je devenais une source d'embarras pour moi-même et les autres. Je repense à une formule que mon père avait un jour écrite dans un des cahiers à spirale où il tenait son journal intime. Lui qui avait grandi à Milan au sein d'une famille dont les origines s'étendaient du Caire à Salonique avait été le premier à s'établir en France ; il avait reçu la nationalité française à la suite d'un décret collectif concernant les « protégés français » en 1932. Il s'inquiétait de tout ce qui pouvait le renvoyer à des origines juives qu'il avait fuies. Il s'était d'ailleurs inventé un nom français pour travailler dans le cinéma : Jacques Rémy. Mais j'anticipe. Sa première ambition, pour mon frère et moi, était qu'on ne nous distingue pas

des autres Français, que nous soyons transparents, une chance qu'il n'avait pas eue : « Mes enfants, eux, seront noyés dans la masse », écrivit-il un jour, se réjouissant. De ce point de vue, son souhait a été accompli. Du moins le croyais-je. A présent je ne sais que penser. J'ai l'impression que les choses se sont brouillées, que l'administration de mon pays m'oblige aujourd'hui, de façon étrange et inattendue, à un retour en arrière. Jusqu'ici, j'avais trouvé mon histoire familiale trop lourde à porter. Je préférais la contempler de loin, manière de la fuir ou de l'ignorer. Désormais, par la mécanique aléatoire des réglementations d'état civil, le pays dont j'ai toujours été un citoyen ordinaire m'oblige à prendre ce fardeau sur mes épaules. A un moment donné, l'histoire de mes parents a cessé d'être une ombre intime qui planait au-dessus de moi en secret, m'accompagnant partout sans que j'y songe, mais toute une scène, oui, tout un théâtre que je me dois à présent d'éclairer en public.

Le « Pôle de la nationalité française » est un curieux endroit. C'est un bâtiment gris d'une rare laideur, remontant sans doute aux années 70, construit dans cette étrange zone du XIII^e arrondissement où un quartier endormi et provincial est désormais encasté dans une zone de bureaux et immeubles modernes bâtie au bord de la Seine. On peut marcher des centaines de mètres sans croiser de bar ou de commerce, à l'exception de l'inévitable épicerie arabe et du restaurant chinois annonçant en grosses lettres sur sa vitrine « SANS ŒUF SANS OGM ». L'entrée du 23-25 de la rue du Château-des-Rentiers ressemble à l'hôtel d'Etat d'une ancienne « République démocratique » de l'Est. On pénètre dans un hall monumental et vide où, derrière un petit comptoir, une hôtesse aiguille les visiteurs vers les divers services publics et privés qui occupent la douzaine d'étages. Le « Pôle » se situe aux deux derniers. L'ascenseur vous fait déboucher directement face à un comptoir où, comme à la Poste ou à la Sécurité sociale, il faut prendre un numéro. Puis on attend son tour au fond d'un couloir aveugle où sont disposées, le long de cloisons sans fenêtres, des chaises en plastique. On pourrait se croire dans la salle d'attente d'un cabinet d'analyses médicales. J'observe ceux qui m'entourent. Une jeune femme élégante regarde dans le vide, une lourde sacoche noire remplie de papiers posée sur la chaise à côté. Il y a une maman qui joue avec son enfant en bas âge, un homme jeune à l'allure soignée, en complet sombre, aux cheveux noirs parfaitement coiffés (j'imagine un employé d'ambassade), quatre hommes et femmes africains, l'air morne, et un homme aux grosses mains calleuses, aux allures de forain. Les regards sont gênés quand ils ne sont pas fuyants, comme si nous étions tous frappés du

même mal honteux. Face à l'ascenseur, le dessus de la tête arrivant juste à la hauteur du comptoir, est assise une femme assez forte qui porte un pull-over aux couleurs vives et bariolées. C'est une rigolote. Elle parle d'une voix sonore aux convoqués, imposant un ton de jovialité brusque. Quand vient son tour, on reste debout devant elle. De là où j'attends, je vois la jeune femme élégante, dont le numéro est appelé, marcher vers le comptoir. Elle pose un gros dossier qu'elle a sorti de sa sacoche, et en extrait des pièces une à une. L'employée, dont je vois seulement la main, s'en empare. J'essaie de deviner à l'expression de la jeune femme, à son visage et à son attitude, si l'issue lui sera favorable ou non. Elle brandit un papier déplié qui s'immobilise en l'air, avant de faire, pour ainsi dire, marche arrière, le reposant au ralenti : l'employée semble ne pas vouloir le prendre. Les deux femmes sont trop éloignées de moi pour que j'entende leur échange, en apparence courtois. La femme convoquée sourit plusieurs fois, elle doit être habituée aux dialogues avec l'administration. Quand mon numéro arrive, je me rends compte que, malgré moi, je n'ai pas cessé de songer à l'attitude et à l'expression à adopter. Faut-il être souriant et décontracté ? Je risquerais d'agacer l'employée, qui jugerait peut-être malséante la familiarité d'un administré dans une telle situation. Elle a beau rire et s'esclaffer comme une animatrice de talk-show, la tentation de prendre le même ton pour m'attirer ses bonnes grâces me quitte dès que je me lève et marche vers le comptoir. La familiarité et la bonne humeur sont un privilège lié à sa position ; l'imiter serait peut-être perçu comme une insolence qui l'indisposerait contre moi. Présumer qu'on va vous accorder une faveur administrative par une attitude charmante est, tout compte fait, une pensée puérile. Arrivé devant le comptoir, je me demande même comment elle a pu me traverser. Je prends un air neutre et réservé et parle plus bas que d'habitude. Parler fort, comme je le fais parfois, risque d'être interprété comme une attitude conquérante, donc présomptueuse, comme si j'estimais la partie gagnée d'avance, alors que, si je suis là, c'est bien qu'elle ne l'est pas du tout. Je débute par une phrase que je trouve maladroite dès que je la prononce avec un sourire timide : « Je crois que mon cas provient d'un malentendu... » ; le genre d'entrée en matière que la grosse rigolote, dont la tête m'arrive au nombril, doit entendre des dizaines de fois par jour. Elle l'enregistre avec un sourire fatigué et cesse vite de m'écouter. Elle se plonge dans son registre et me demande avec brusquerie : « Pourquoi on m'a mis "cas d'urgence" ? » Je lui explique que, quand j'ai téléphoné pour prendre rendez-vous, j'ai fait valoir que mon employeur, Radio France (je réalise une émission pour France Musique), avait l'intention de m'envoyer à Berlin d'ici une semaine et que, pour

prendre l'avion, il me faut une pièce d'identité (puisque j'ai perdu mon passeport et que ma carte d'identité est arrivée à échéance) ; j'imagine que la personne que j'ai eue au téléphone a voulu faciliter ma démarche. Avec une sorte de mépris agacé, la rigolote raye la mention sur son registre et, sans attendre, me demande : « Comment êtes-vous français, monsieur ? » C'est une question que j'entends pour la première fois de ma vie. J'ai envie de lui répondre : « Comme vous, madame... », mais je me retiens. J'essaie de donner l'explication la plus détaillée possible : « Du côté de mon père, on avait jadis le statut de "protégé français" et... » Elle fait « non » en secouant nerveusement sa crinière, la tête baissée comme un animal qui veut chasser une mouche. Elle redresse le buste et me demande : « Vous avez un extrait de naissance de vos parents ? » Je lui réponds que mon père est né en 1911 à Istanbul lorsque cette ville s'appelait encore Constantinople et qu'elle était la capitale de l'Empire ottoman : un tel document me paraît difficile à obtenir. Elle n'est pas de mon avis : « Ah mais, quand on cherche, on trouve... Vous savez, ici, on demande à des personnes de remonter jusque dans les années 1800... » Quand je lui explique que mes deux parents ont été naturalisés il y a longtemps (enfin, pour moi, c'était il y a longtemps, puisque c'est antérieur à ma naissance, je vais vite comprendre que l'administration a un autre point de vue), elle semble tranquillisée et esquisse un sourire. « Qui vous envoie ? – L'antenne de police de la mairie du XVIII^e. » Elle a une petite moue : « C'est vrai qu'ils ont tendance à être un peu frileux, en ce moment... » Elle me passe un formulaire m'indiquant les coordonnées du greffe du tribunal d'état civil de Nantes, sur le registre duquel sont portées, paraît-il, toutes les naturalisations. Je dois leur écrire pour demander la copie de l'acte qui a fait de chacun de mes deux parents des citoyens français. Oui, mais ça prend combien de temps ? Quinze jours environ. Et pour aller à Berlin dans une semaine, je fais comment ? Elle prend cet air d'ignorance attendrie qu'a un parent quand un petit enfant lui pose une question naïve, comme, par exemple, combien il y a exactement de pingouins sur la banquise : « Je ne sais pas... Essayez de demander un passeport d'urgence quai de Gesvres, à la préfecture de police... »

Une heure plus tard environ, j'y suis. Juste à temps pour voir un agent refouler un groupe d'une vingtaine de personnes, criant à la cantonade : « On ne reçoit plus personne, revenez demain samedi à 8 h 30. » Le lendemain, vers 9 h 15, j'y retourne. Dans une ambiance de ruche, une vingtaine d'employés, sans doute plus, je ne

me rappelle plus, sont assis devant des écrans d'ordinateurs dans une série de box étroits collés les uns aux autres, séparés par une mince cloison. Je prends un numéro et lie conversation avec mon jeune voisin, français comme moi, dont le père est né au Maroc. Il me raconte que, lors d'un voyage en avion, il a renversé son café sur son passeport, rendu illisible au « scan » des contrôles policiers. Il l'a rapporté à la mairie de sa commune où une employée, désolée et compatissante, lui a dit qu'elle était obligée de l'envoyer comme moi au « Pôle de la nationalité française » (en fait une dépendance du ministère de la Justice, qui regroupe l'ensemble des divers tribunaux d'état civil de Paris et de sa région). « J'y suis déjà allé trois fois », m'a-t-il expliqué. Sans succès (ça ne me rassure pas). Ici, à la préfecture de police – qui, quant à elle, relève du ministère de l'Intérieur –, il essaie comme moi d'obtenir une faveur apparemment : partir à l'étranger pour son travail. Il est employé dans la restauration. Il me raconte qu'il a travaillé en Grande-Bretagne et en Irlande, où il estime avoir été mieux traité qu'en France. Comment lui donnerais-je tort ? Quand vient son tour, le ton monte vite avec l'employée. Enfin, c'est surtout elle qu'on entend crier : « Non, monsieur, s'empporte-t-elle, indignée, ce n'est pas à cause de votre nom, c'est la même chose pour tous les Français ! » Une minute plus tard, l'homme se relève, reste quelques secondes sur place, remuant la tête, comme sonné, et s'en va sans mot dire. Mon tour arrive. Une jeune femme blonde à lunettes, l'air un peu endormie, m'accueille. Je lui explique mon cas. Je lui montre mon ancienne carte d'identité cartonnée, délivrée à l'antenne de la préfecture de police, Paris XVIII^e, en décembre 1989, le livret de famille de mes parents, mariés le 12 janvier 1954 à la mairie de Boullay-les-Troux (Seine-et-Oise), mon extrait d'acte de naissance mentionnant que « le deux novembre mil neuf cent cinquante-huit, à douze heures, quarante minutes, est né, 134, rue Blomet, Michel Guy Hubert Marie ASSAYAS, de sexe masculin, à Paris 15^e ». Elle s'intéresse à celui-ci qu'elle regarde attentivement. Il y est mentionné que l'acte a été dressé « sur la déclaration de : Albert PASSÉGUE, vingt-huit ans, concierge, 134, rue Blomet, ayant assisté à l'accouchement ». Mais elle cherche apparemment quelque chose qu'elle ne trouve pas. Elle me rend la copie avec une moue déçue : « Il y a rien, là-dedans... » C'est-à-dire ? Elle ne peut rien pour moi. Un début de panique me traverse. Je lui énumère des arguments dans le désordre : j'ai toujours eu des papiers, je suis français, je travaille pour Radio France, « le service public, comme vous » (une naïveté que je regrette), je dois partir pour Berlin, que faire ? Elle se tait et me regarde avec une expression qui signifie que ce n'est pas son problème (et que d'ailleurs, des problèmes, elle en a

plein elle aussi). Je ne peux m'empêcher, désespéré, de lui lâcher une mauvaise réplique de téléfilm à message édifiant : « Ça rappelle certaines périodes sombres de notre histoire... » Elle a une vague expression d'ennui et baisse les yeux. L'entretien est terminé.

L'épilogue est encore plus étrange. Le lundi suivant, j'explique à ma direction que, sans papiers, je ne peux pas prendre l'avion pour Berlin et assumer ma mission. Une responsable de Radio France prend alors directement contact avec le ministère de l'Intérieur. Le soir même, elle me fait savoir que je vais être reçu à telle heure et à telle date dans un bureau spécial par une personne habilitée à traiter les cas d'urgence – dont j'ai oublié le nom (ce que je regrette, car ce fonctionnaire mérite, selon moi, de sortir de l'anonymat). Il faut, insiste-t-elle, que je récupère « tous les papiers que je peux », parce qu'on va me faire du même coup carte d'identité et passeport. Le jour et l'heure dits, je me présente à une entrée spéciale de la préfecture de police. Un planton vérifie, m'ouvre la porte, m'indique un bureau. Je traverse la cour majestueuse, je monte un escalier, je pénètre dans un local vide, imposant et vieillot, aux murs lambrissés, où l'on n'entend pas un son. Une femme m'accueille, me confirme que je suis attendu. Elle me fait redescendre l'escalier, retraverser la cour, monter un autre escalier. Je ne sais plus trop où je suis, comme un type, dans un film d'espionnage, qu'on a enlevé en pleine rue, jeté dans une voiture, les yeux bandés, qu'on essaie de désorienter pour qu'il ne comprenne pas où il se trouve. Là, je patiente dans un autre local, lui aussi spacieux, haut de plafond, patiné et silencieux. On me fait entrer dans un bureau monumental, grand comme un salon. Je m'installe, tout se passe comme dans un rêve. Une employée qui semble n'être là que pour moi me fait remplir deux formulaires : un pour la carte d'identité, l'autre pour le passeport. J'ai apporté cette fois, outre les pièces montrées le samedi précédent, d'autres documents : les cartes d'identité de mes parents, tous deux morts (mon père en 1981, ma mère en 2006), et, ce que je crois être un atout majeur – comme, au jeu des Mille Bornes, la carte « véhicule prioritaire » –, la copie du certificat de nationalité française fourni en 1978 à mon frère aîné Olivier par la sous-préfecture de Palaiseau (il avait alors perdu tous ses papiers). A tout hasard, j'ai aussi apporté mon propre livret de famille (je suis marié depuis 1987 à une Française née au Havre, de deux parents nés en France, j'ai d'ailleurs honte – et ce serait évidemment aussi son cas – de faire valoir devant une administration cette distinction entre nous, et je suis père de deux enfants nés à Paris). L'employée prend le tout et disparaît. Elle revient au bout de dix minutes

environ et, avec un éclat de rire, me dit qu'elle est désolée de m'avoir fait « travailler pour rien » en me demandant de remplir le formulaire de la carte d'identité. Pourquoi ? Son chef a décidé qu'on pouvait seulement m'accorder un « passeport d'urgence » – valable un an – mais pas de carte d'identité. Je dois prendre conscience qu'on m'accorde cette faveur à titre exceptionnel, que ce sera une fois mais pas deux, et que la prochaine fois j'aurai intérêt à réunir les bons papiers. Mais quels bons papiers ? Le certificat de nationalité délivré à mon frère, né des mêmes parents que moi, ça ne suffit pas ? « Ah oui, mais c'est votre frère, c'est pas vous. » Mais vous voyez bien, d'après le livret de famille, que nous avons les mêmes parents. Oui, seulement le certificat de nationalité doit être établi à votre nom, et la préfecture de police ne peut pas le faire (ce qui est théoriquement vrai : comme l'état civil dépend du ministère de la Justice, seul un tribunal peut émettre un tel document). Elle est d'accord avec moi : c'est absurde, mais c'est comme ça.

Comme disait, il me semble, saint Augustin : « *Credo quia absurdum* ». Je crois (en Dieu) parce que c'est absurde. De fait, je suis confronté à une sorte de dogme quasi religieux touchant à l'essence de la nationalité française, aussi inaccessible à la raison et l'entendement humains que celle de Dieu chez certains théologiens. Comme cette femme, d'origine antillaise ou africaine, est charmante et qu'elle semble avoir de la sympathie pour moi, j'ose la prendre à témoin : n'est-il pas choquant qu'on demande des preuves de leur nationalité à des personnes qui, de toute évidence, sont françaises, comme l'attestent les documents que l'administration leur a toujours fournis ? Oh oui, m'avoue-t-elle, elle a parfois le cœur brisé. Récemment, elle a dû refuser des papiers à un jeune homme, un militaire qui avait servi en Afghanistan, dont un des deux parents était né en garnison dans une ancienne colonie ; il était, me racontait-elle, tellement écoeuré qu'il a préféré s'en aller sans rien demander. Avec de telles règles, il n'avait pas envie d'entamer des démarches pour être, justement, en règle.

A l'heure où j'écris, je ne sais toujours pas si, d'ici le mois de novembre 2010, date d'échéance de mon passeport d'urgence, j'aurai des papiers définitifs (note du 18 janvier 2011 : *J'ai fini par l'obtenir. La piste indiquée par l'employée du « Pôle » n'a pas abouti : quinze jours après ma demande adressée par Internet, le greffe du tribunal d'état civil de Nantes – qui dépend, lui, du ministère des Affaires étrangères et européennes – m'a informé par courrier que l'acte de naissance de mes deux parents, pourtant chacun naturalisé, « ne figurait pas dans les archives du service central d'état civil ».* Après un nouveau

rendez-vous au « Pôle », obtenu deux mois plus tard, j'ai été reçu, cette fois, dans un bureau. Une autre employée m'a informé que, dans mon cas, elle ne voyait qu'une issue : m'appliquer la « double possession d'état » de Français. Elle en semblait un peu dépitée, car il s'agit là d'une nationalité a minima : si un citoyen, dans l'incapacité de « prouver » celle-ci, fait valoir que diverses administrations le traitent depuis plus de dix ans comme un national, alors il est fondé à obtenir l'indispensable « certificat de nationalité française ». Parmi les pièces à fournir, mentionnées sur un formulaire de deux pages, mon interlocutrice cocha certaines cases et en ajouta d'autres au stylo bille, dont la carte d'électeur de mon père ainsi qu'un « justificatif employeur » [sic] me concernant. Si j'avais été chômeur, j'aurais sans doute perdu des points dans cette étrange course à l'excellence nationale. Écœuré, j'ai laissé passer quelques mois avant de constituer mon « dossier ». Aller à la mairie pour demander le certificat de décès de ses deux parents afin de « prouver » qu'on est français ne s'impose pas facilement – en tout cas pas à moi – comme une priorité. Quelques mois plus tard, mon frère Olivier retrouva un « certificat de nationalité française » que l'état civil avait attribué à notre mère dans les années 50. J'ai pu le joindre à mon « dossier » présenté au « Pôle ». Il est possible que la présence de ce document, découvert par hasard, ait facilité l'établissement de mon propre « certificat ». En tout cas j'ai pu obtenir, après un an de précarité, un nouveau passeport définitif). J'ai pu publier en décembre 2009 un article dans la page « Débats » du *Monde*. Non pas pour apporter un témoignage de plus. Quelques-uns circulaient déjà sur le Net et dans la presse, relayant des cas bien pires que le mien : employés d'entreprises internationales que l'on empêche de quitter le territoire français (comme je l'ai personnellement constaté), femmes retraitées de l'Education nationale à qui l'on interdit de rendre visite à un frère malade à l'étranger, avocats qui ne peuvent prêter serment, étudiants qui ne peuvent se présenter à des examens. Mon but était d'éclairer la mécanique baroque et paralysante de l'administration, et surtout de mettre ses sophismes en lumière. Sans m'improviser spécialiste en droit public, je hasardais l'hypothèse que refuser des papiers à des personnes à qui l'on en avait toujours donné allait à l'encontre de l'article 2 du code civil : « La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif. » Autrement dit, l'administration qui a établi un acte d'état civil a-t-elle le droit de se déjuger en refusant d'admettre ce même acte comme valable ? Si j'ai perdu un passeport dont la validité était indiquée jusqu'en 2015, comment, en droit, l'administration de l'état civil peut-elle refuser, quatre ans plus tard, de me refaire un document à l'identique de celui de 2005, sauf à se déjuger ? Je ne sais pas jusqu'à quel point l'argument est juridiquement recevable,

mais enfin le cas me paraissait susceptible d'être plaidé devant un tribunal, comme me l'a d'ailleurs confirmé l'écrivain François Sureau, un avocat spécialisé dans ces questions. Le plus étonnant est que cette situation entraîne, dans les faits, une forme de ségrégation, inédite en France : les Français de première catégorie, aux deux parents nés en France, et les autres, dont l'un des deux parents est né à l'étranger. Ces derniers, artificiellement extraits de la population française, sont sommés de « prouver » que les administrations précédentes n'ont pas été abusées par les tricheurs qu'auraient été, ou auraient pu être, leurs parents (ou grands-parents), lorsque ceux-ci ont demandé – et obtenu – jadis la nationalité française.

Le Monde a un site Internet où l'on peut prendre connaissance des « articles les plus commentés ». Le mien a eu le privilège de figurer 24 heures en tête de cette liste.

Dans l'hôtel désuet de Heidelberg, en Forêt-Noire, où je me trouvais pour les fêtes, une dizaine de minutes avant qu'on tire les feux d'artifice dans la cour pour fêter le début de la nouvelle année 2010, j'ai branché dans ma chambre mon ordinateur portable sur la connexion Internet de l'hôtel et consulté les premières réactions à mon article. Beaucoup d'internautes faisaient part de leur surprise et de leur sympathie. D'autres (une minorité, mais ils furent parmi les premiers à réagir) haussaient les épaules ou ricanaient. Une dame prétendait déceler chez moi un « culte de la victimisation » : elle se disait mariée à un Français d'origine étrangère, naturalisé, et tenait à préciser que ses enfants portaient toujours sur eux une copie de cet acte de naturalisation. Elle regrettait, avec un brin de condescendance, que je n'aie pas suivi son exemple et concluait ainsi : « Je tiens à préciser que je suis de gauche et que j'en suis fière. » Un autre croyait diagnostiquer une « tendance à la paranoïa chez des personnalités dont le nom a une consonance étrangère ». Un militaire tenait à me faire savoir que lui et sa famille étaient régulièrement soumis à ces demandes administratives et qu'il trouvait cela « revigorant ». En janvier 2010, cet article m'a valu le genre de notoriété éphémère qu'acquière, par exemple, les victimes d'agressions ou de rackets. On m'a interviewé sur France Info. Je suis passé au journal télévisé sur TF1 : on me voyait quinze secondes monter ma rue du nord du XVIII^e arrondissement, depuis le boulevard Barbès, traverser la chaussée, contourner les poubelles sur le trottoir et pousser la vieille porte d'entrée en bois de mon petit immeuble. Puis, assis à la table de ma cuisine, je parlais devant une nature morte composée par le réalisateur du « sujet » : tous les papiers que j'avais pu rassembler

étalés devant moi comme le puzzle énigmatique que seul un détective à l'esprit supérieur aurait pu organiser. J'avais à peine le temps d'émettre deux ou trois phrases dont il ressortait qu'on avait refusé de refaire mon passeport que j'étais coupé au milieu de la quatrième pour céder la place à un autre témoin. Cette brève apparition suffit à faire de moi une vedette dans mon quartier. Un restaurateur voisin me fit savoir en rigolant que, si je voulais un faux passeport, il avait des contacts parmi les Africains de Barbès.

Brusquement, je revois ce patchwork de documents que le réalisateur du « sujet » du journal télévisé de TF1 avait recomposés à sa façon pour les faire entrer dans son cadre. Ces documents viennent d'une autre époque qui ne me concerne pas, j'allais écrire *qui ne me regarde pas*. Mon frère et moi les avons pour ainsi dire versés dans les réserves du musée familial – comme ce fatras de photos gondolées aux cadres dentelés aux formats parfois minuscules, qu'on a cessé d'utiliser depuis longtemps, reliées, comme de petits paquets de cartes à jouer, par de gros élastiques couleur rouille, rangées pêle-mêle dans de vieilles boîtes en carton de chocolats dont les marques n'existent plus, représentant des gens qui eux-mêmes n'existent plus et dont les noms, après la mort de mon père, et, depuis peu, de ma mère, resteront à jamais inconnus. Je n'ai jamais considéré que ces documents étaient tout à fait les nôtres, à mon frère et moi. C'étaient ceux de notre père : des bribes de vies antérieures, vécues dans des appartements qui n'existent plus au sein d'immeubles le plus souvent détruits. Autrefois serrés dans des malles transportées par des navires ou des trains depuis longtemps réduits à l'état de ferraille, ce sont des papiers d'où remonte le parfum moisi du monde d'avant ma naissance, un bric-à-brac dont l'étrangeté m'avait toujours, pour ainsi dire, découragé. A présent, je suis sommé de regarder tout cela et de penser : c'est toi. Et la seule façon que j'ai de « prouver », puisqu'il me faut « prouver », que j'ai le plein droit de résider en France. Je suis obligé de considérer que cette histoire que je ne croyais pas la mienne est bien la mienne.

J'ai ressorti un objet étrange, un carnet à la couverture rigide de carton noir : le « passeport diplomatique » de mon père. Pour le décrire, il faut que je me lève de la chaise de la cuisine où j'écris et que j'aille l'extraire de la chemise où j'ai rangé ces documents précieux, chemise que j'ai enfouie, je ne m'explique pas clairement pourquoi, sous une pile d'autres dossiers, et même de magazines et

papiers divers. J'ai besoin d'avoir ce dossier à portée de main et en même temps je n'ai pas envie de le voir. Quelque chose d'indéfinissable monte en moi : de l'appréhension, de l'angoisse, du dégoût, même, avec néanmoins une pointe d'excitation – comme si je devais me livrer à une exhumation un peu répugnante. La couverture est usée, comme la pierre de seuil d'une très vieille maison qu'auraient frottée des centaines de milliers de pas, jusqu'à en délayer la couleur. Les lettres dorées « R F » de « République Française » sont gravées au centre, le F élégamment fiché dans la boucle du R : le graphisme évoque les sigles ferroviaires d'avant guerre, vaguement dérivés du style « nouille » à la Guimard, qu'on voyait encore sur les trains des années 70. En bas, la mention « Passeport diplomatique », également gravée et dorée, est portée dans une écriture cursive penchée aux lettres détachées, qui rappelle la calligraphie d'Edgar P. Jacobs, l'auteur des aventures de Blake et Mortimer. Je renifle ce document. Il garde un fantôme de parfum boisé et moisi, desséché et évaporé, pas désagréable, comme une bouteille de whisky vidée puis restée bouchée des dizaines d'années. Je l'ouvre. A moitié collée à l'intérieur du carton, une grande feuille, d'un format A4 (un peu plus grand, en fait) se déplie en accordéon, comme une carte routière. Je contemple une sorte d'œuvre d'art : une page magnifiquement calligraphiée, à l'encre noire. En haut, à gauche, est collée une petite photo sépia de mon père. Elle date, évidemment, de bien avant ma naissance. Il a le front haut, des cheveux noirs plaqués en arrière sur lesquels je crois distinguer de la gomina (l'ancêtre du « gel » actuel). Je lui trouve une expression de tristesse et d'effroi. J'ai exactement le bas de son visage. Il porte un veston clair, une chemise blanche et une cravate sombre. L'insigne de la République française me rappelle les dessins, tracés à l'encre avec une minutie merveilleuse, de l'encyclopédie Larousse de la fin du XIX^e siècle, que je passais de longs moments à feuilleter dans le bureau de mon père : un étrange cylindre étiré, à la verticale, divisé en lattes, sorte de set de table enroulé, hérissé d'un sommet tricéphale – une hachette à droite, et deux petites pointes taillées à quatre faces à gauche et en haut. L'objet se dresse au centre d'un petit décor romain de feuilles de chêne et de laurier. Le texte suivant, que je ne peux m'empêcher de recopier (mais il faudrait un fac-similé), est ainsi calligraphié :

« Nous, Ministre Plénipotentiaire
de la République Française
en Uruguay

requérons les Officiers civils et militaires chargés de maintenir l'ordre en France, et prions les Autorités investies de la même mission dans les pays alliés ou amis de laisser librement passer

Monsieur Raymond Assayas dit Jacques Rémy, Inspecteur-adjoint des Services de l'Information en Amérique du Sud

et de l... donner aide et protection en cas de besoin.

A Montevideo le 12 janvier 1945

Le Ministre de France : (signature)

(Je lisais quelque chose comme *Grandmichel*, suivi de cinq lettres illisibles et du mot *Gravier*. Grâce à la recherche Google « ministre plénipotentiaire en Uruguay en 1945 », j'ai été aiguillé vers le site www.diplomatie.gouv.fr du ministère des affaires étrangères donnant accès à la liste de tous les ambassadeurs de France depuis 1945. La lumière m'est vite apparue : le « ministre plénipotentiaire » de la France en Uruguay – c'est-à-dire l'ambassadeur – avait pour nom Grandin de l'Épervier.)

Reste une mention en bas : N° ... (idem) 19 –

Je tourne les pages aux pliures rafistolées avec un scotch étonnamment robuste plus de soixante ans après : chacune est à peu près divisée en quatre quarts égaux, délimités par les plis. Chacun de ces quarts, de format passeport, est rempli d'un ou plusieurs tampons, gris, bleus ou violets, correspondant au visa diplomatique accordé par chaque pays où mon père est entré. Je m'arrête de façon aléatoire à certaines mentions :

« PASAPORTE DIPLOMATICO », « Visa diplomática n° 366 » (à l'encre), suivi du tampon bleu « VISTO EN ESTA EMBAJADA DE LA REPUBLICA ARGENTINA, MONTEVIDEO Nov. 3 1945 »... « El señor Jacques Remy »... « BUENO PARA SALIR DEL PAIS »... « El director del ceremonial »... « VALID FOR SINGLE JOURNEY TO THE U.S. »... (sur l'avant-dernière page, un tampon violet que je viens de découvrir) « COMMISSARIAT SPÉCIAL – VU au DÉBARQUEMENT – Le 19 MARS 1946, CHERBOURG ». Il y a aussi des écritures peu lisibles à l'encre noire ou bleu foncé. Je compte vingt-quatre visas en tout.

J'ai également sorti un autre papier, une simple lettre à l'en-tête de la République française, cette fois sans ornement ni décoration. Elle émane du « Ministère de l'Information – Cabinet du ministre ».

Un chiffre est tamponné : 06789. Le texte est tapé à la machine.

Paris, le 13 novembre 1945

le MINISTRE de l'INFORMATION

à

Monsieur Jacques REMY

DIRECTEUR du Bureau Central des Services

d'Information en Amérique du Sud

MONTEVIDEO

J'apprends que pour des raisons personnelles, vous avez exprimé le désir de revenir en France et de reprendre votre liberté.

Je tiens en cette circonstance à vous adresser mes plus chaleureuses félicitations pour l'ardeur et le dévouement avec lesquels vous avez servi la cause française en Amérique du Sud, pour les remarquables qualités techniques dont vous avez fait preuve dans l'accomplissement d'une tâche particulièrement lourde, et pour les précieux résultats que vous avez personnellement portés, mois après mois, à l'actif de l'Information.

Le ministre de l'Information,

(La signature n'est pas parfaitement claire, mais il s'agit, presque sûrement, de Jacques Soustelle, qui, une semaine plus tard, allait être remplacé à ce ministère par André Malraux.)

Je ne peux m'empêcher, en recopiant ce texte, d'être pris d'une sorte de vertige et d'avoir presque, pourquoi le cacher, les larmes aux yeux. Je repense à mon père que je connus âgé, névrosé, voûté devant sa machine à écrire du matin au soir, sur laquelle il tapait à une vitesse éclair ses adaptations pour la télévision des « Maigret »

de Simenon, vêtu d'une longue veste d'intérieur en feutre couleur bordeaux, aux manches amples, fermée par une ceinture faite d'un cordon torsadé, d'une coupe peut-être encore en vogue à la fin du XIX^e siècle. Cet homme avait eu entre trente et trente-cinq ans, un âge que je n'ai plus depuis longtemps, un âge auquel il avait accompli avec « ardeur et dévouement... une tâche particulièrement lourde » pour « la cause française en Amérique du Sud », à une période de sa vie où moi, un demi-siècle plus tard, devenu père à mon tour, bien plus tôt que lui, je ne trouvais rien de mieux à faire, au même âge, que me lamenter sur la disparition de l'âge d'or du rock et l'étiollement de la new wave, tout en contemplant, hébété, l'affaissement, presque du jour au lendemain, du bloc soviétique, que j'imaginais pourtant éternel, en même temps que l'irruption délirante, en Yougoslavie, de haines et d'obsessions enfouies, à ma totale ignorance, depuis la conquête des Ottomans six siècles auparavant, tandis que je me sentais déjà trop vieux pour suivre la vague de plaisir, d'insouciance et, d'une certaine façon, d'hypnose collective de ce début des années 90, qui en séduisit plus d'un. Oui, j'étais hanté par le remords de ne pas m'être, comme mon père, consacré à une tâche utile, de ne pas avoir eu le désir d'en chercher une non plus. J'avais joué ma partition dissonante, en sourdine, qui plus est : ricanements de lucidité, soupirs d'autodénigrement. Une lucidité si grisée par elle-même qu'elle ne voyait rien, justement, sauf elle-même. J'ai été pris par cette fièvre de narcissisme morbide et impuissant, pas désagréable, au fond, qui avait fait de moi, comme de tant d'autres, un drogué d'images animées et de musiques, très heureux de mon sort malgré les manifestations rituelles d'autodétestation sardoniques auxquelles je me livrais par écrit ou lors de conversations, un peu comme les gens qui ont besoin une fois par mois, en plein hiver, de plonger dans des lacs gelés.

Je l'ai suffisamment dit, écrit, crié sur les toits : j'appartiens à une génération qui n'en est pas une. Qui n'a pas eu le sens du collectif, et dont les membres se sont reconnus à ce même signe invisible et mystérieux, et pourtant patent : l'impuissance à avoir un « nous ». Chez certains, très peu en vérité, cela a mené à un refus assumé et à l'acceptation d'être un « moi » séparé des autres ; chez d'autres, la plupart, sans doute, cela s'est accompagné d'un remords et d'un malaise, compensés par un culte flou de l'humanité en général, et d'une croyance en la « communication », devenue, de fait, la religion de ceux qui n'en ont pas.

J'appartiens à une non-génération indifférente à l'histoire

collective de ceux qui l'ont précédée. Je suis le membre d'un agrégat d'individus dont le destin – et la chance, aussi – est d'avoir été occupés par leur seul bien-être intime. Sans le savoir, sans le désirer, j'ai inventé avec d'autres l'intimisme de masse, un narcissisme malsain qui pousse à contempler, souvent, ses défauts plutôt que ses qualités, à la manière de ces adolescent(e)s qui s'enferment longuement dans la salle de bains pour contempler leur absence de poils ou de poitrine ou leurs boutons (le culte paradoxal des « people » grossis, enlaidis, ridicules, en mauvais état général, sortant d'une supérette en tongs, les seins pendants, le ventre mou à l'air et le menton avachi, en est d'ailleurs le prolongement – les « people » sont d'éternels ados ridicules). Ce n'est ni méchant ni désagréable, mais il n'y a pas de quoi être fier : individuellement, on peut être attachants, collectivement, je nous trouve sans intérêt. S'occuper principalement de ses défauts, c'est une activité passagère et sans avenir, dont on se fatigue très vite. Comment avoir un avenir, d'ailleurs, si on est incapable de s'approprier son passé ?

Enfant, je trouvais normal de vivre dans un hameau de la vallée de Chevreuse, où il n'y avait pas plus d'une douzaine de maisons, d'y être élevé, comme je l'ai dit en préambule, par une vieille paysanne hongroise ne parlant pas un mot de français, qu'on me faisait appeler ma « gouvernante ». Il n'est pas nécessaire de comprendre les choses pour les vivre. C'est l'inverse qui est vrai : on ne cherche à comprendre et expliquer que ce qu'on a cessé de vivre. C'est d'ailleurs pour ça que les historiens existent. Le monde dont je suis issu a disparu sans laisser de traces vivantes et il n'en reste, pour moi, qu'un décor : les murs de la maison de mon enfance, les objets et les reliques que ses pièces abritent encore. Je me rends compte qu'il était déjà, dans les années 60 et 70, une survivance anachronique, la préservation miraculeuse d'un monde englouti : un pan flottant encore, par un heureux accident, à la surface des eaux après un naufrage, voué à sombrer à son tour dans les profondeurs pour s'y dissoudre, comme le continent dont il s'était détaché.

Beaucoup d'humains sont, je crois, plus sensibles à la légende et au mythe qu'à ce qu'on appelle la vérité historique. C'est bien sûr une erreur de penser que ceux qui agissent sur les événements historiques, qu'ils les désirent et les organisent ou au contraire les haïssent et les combattent, s'appuient sur une analyse aussi précise que raisonnable du monde dans lequel ils vivent ; ils sont poussés, au contraire, par des certitudes, des croyances et des visions nées

d'événements déformés, grossis hors de proportions et mythifiés, très éloignés de la réalité observable. Ainsi, dans l'histoire, des populations ont accusé les Juifs d'enlever des enfants chrétiens afin d'en boire le sang : ces prétendus crimes, fruits d'hallucinations collectives, étaient hélas plus vrais aux yeux de ces communautés ignorantes que les faits réels, susceptibles d'être observés de tous, et ces délires ont entraîné des crimes, véritables, ceux-là, jugés nécessaires et rationnels par ceux qui voulaient en finir avec la source de leurs hantises. Mais je m'égare. Ce que je veux dire, c'est que l'enfant est naturellement délirant, sa perception à la fois floue et intense le soumet à des visions qui lui font inventer des histoires et des mythes, lesquels, malgré tout ce qu'il apprend par la suite et le refroidissement, dans la vie adulte, de cette machine folle qu'est son imagination, restent l'unique vérité bienfaisante ou non (elle peut être malfaisante) vers laquelle il se tourne quand tout vacille et s'obscurcit autour de lui. Quand on ne voit plus rien et qu'on ne sait plus dans quel monde on vit, on en revient toujours aux visions déformées, parfois délirantes, de son enfance.

Ce que je comprends aujourd'hui du monde de l'immédiat après-guerre, c'est que l'on avait très peu d'éléments pour savoir, et encore moins décider, ce que serait sa vie future. Je suis incapable de raconter avec précision les circonstances dans lesquelles ma mère est arrivée à Paris environ deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je tente un moment de les démêler avec minutie, j'essaie de tirer un fil qui me paraît simple, et je me retrouve avec tout un enchevêtrement qui me décourage. Comme c'est curieux, je me rappelle à quel point ma mère était patiente pour démêler les fils entortillés des téléphones, des lacets de chaussures et de diverses pelotes, et que c'était pour elle un délassement. Pas moi, j'ai envie de tout déchirer d'un coup sec. Elle parlait beaucoup de ses impressions, et les faits étaient souvent brouillés – un peu comme chez moi, d'ailleurs. Personne n'est naturellement historien de son propre passé, et elle encore moins que d'autres.

Comment faire le récit d'événements qui précèdent ma naissance d'une bonne dizaine d'années, mettant en scène des personnages qui, quoique familiers, viennent d'un pays, la Hongrie, dont je n'ai rien connu, sinon les survivances pittoresques d'un passé défunt ? Ma mère n'a jamais fait le récit dans l'ordre – en tout cas pas à moi – des circonstances qui l'avaient poussée à fuir la Hongrie. C'était sans doute bien assez pour elle de les avoir subies.

Elle était arrivée, je crois, à Paris en 1947, laissant en Hongrie son bébé (le premier de mes deux frères aînés), alors pris en charge par ses deux grands-mères et sa « gouvernante », Marguerite, une paysanne célibataire âgée d'une quarantaine d'années, qui servait au château appartenant aux Karolyi – la famille de son premier mari. J'ai appris récemment, après la mort de ma mère, que celui-ci avait choisi Paris pour y récupérer une somme d'argent prêtée à Budapest à un industriel français. A Paris, il y avait aussi son oncle par alliance, l'ambassadeur Michel Karolyi, un aristocrate philanthrope qui avait décidé d'offrir ses terres aux paysans qui les exploitaient et qui avait été le premier président de la République hongroise. Leur idée avait d'abord été de refaire leur vie dans un pays d'Amérique latine. Ils avaient même acheté une méthode Assimil d'espagnol. Et puis ils l'abandonnèrent.

Sans doute mon frère aîné Georges me rappellerait-il, non sans marquer, à juste titre, un certain étonnement, que j'étais présent lors des repas de fêtes, ou dans d'autres circonstances, où il interrogeait sans relâche notre mère (et Marguerite de son vivant) sur les circonstances de leur installation précaire en France. Il aurait raison, mais je suis ainsi fait qu'il m'a toujours été difficile, et même impossible, de retenir de manière ordonnée le déroulement exact de ces péripéties familiales. Non par indifférence, mais plutôt par émotivité, parce que, dans ce qu'on me raconte, je porte plus d'attention à la mélodie qu'aux paroles. La ligne mélodique, c'est ce qui éclaire la sensibilité ; l'organisation chronologique des faits, c'est une mécanique qui projette clarté et ordre à la surface, mais obscurcit la profondeur. Quand j'écoute, je comprends parfaitement, mais je ne fais qu'entrevoir l'essentiel, qui s'échappe comme un petit banc de poissons volants argentés jaillissant hors de l'eau ; quand je me souviens, la chronologie s'embrouille, les personnages se confondent, la clarté de l'entendement disparaît, mais une mélodie enfouie, imperceptible la première fois, surgit et me touche. Ainsi, il m'a fallu attendre la mort de ma mère (je hais les mots « décès » et « décéder », passés du vocabulaire médical, militaire, policier et administratif, au langage courant : quand les gens meurent, ils sont morts, et qu'on dise ou écrive autre chose m'est insupportable) pour entendre vibrer avec netteté quelque chose d'elle qui m'avait toujours bouleversé, sans que je sache dire au juste ce que c'était. Après sa mort, en 2006, celle qu'elle appelait sa cousine (mais qui était en réalité sa nièce – je sais être précis quand il le faut) est venue de Budapest à Paris. Elle nous a raconté, à mes frères et moi, que mamère, jeune femme à Budapest pendant les années de

guerre, obligée de gagner sa vie après la mort brutale de son père, un peintre, caricaturiste et affichiste assez connu en Hongrie, avait dessiné des modèles. Des modèles de quoi, je ne sais plus : des mouchoirs, peut-être, ou des foulards. Toujours est-il que, quelques semaines plus tard, elle vit dans une vitrine qu'un autre fabricant avait imité ses modèles et vendu la même chose sans l'aviser. La nièce de ma mère l'incita à faire un scandale, mais ma mère se contenta de pleurer en silence et n'osa rien faire. C'est en évoquant ce genre d'épisode, que pourtant je n'ai pas vécu, que ma mère me manque le plus cruellement.

Ma mère avait cette élégance apprêtée qu'on associe aujourd'hui aux années 50 : un casque de cheveux noirs, comme sculpté, des robes aux plis étudiés, des ceintures, des bijoux, des broches. Ça, c'était le dimanche soir, quand elle était invitée au dîner rituel chez Malraux à Verrières-le-Buisson, où la famille Vilmorin le logeait. Mais j'anticipe.

Je la revois assise sur une chaise du salon, le buste droit et raide, tournant les pages d'un magazine de mode avec une brusquerie que je n'ai jamais observée chez personne d'autre, comme si elle giflait quelqu'un. Elle s'arrêtait sur la photo d'un mannequin portant des escarpins à bout pointu et, avec un mélange de fascination et de dégoût (que, là encore, je n'ai jamais revu chez qui que ce soit), nous racontait que, jeune fille, à Budapest, elle s'était offert une paire de souliers de ce genre, et que son père, ouvrant la boîte à chaussures et les découvrant, pris d'une sainte horreur, avait jeté au feu dans la cheminée ces objets démoniaques. Pas seulement une fois, d'ailleurs, mais plusieurs, elle revivait les mêmes scènes, c'était un mystère qui la hantait, impossible à percer pour moi qui l'écoutais, et sans doute pour elle aussi.

J'écoutais les conversations des adultes, ou plutôt je les entendais, mais elles ne fixaient guère mon attention. Curieusement, pour saisir le monde d'où je viens, je retrouve des souvenirs qui ne sont pas à moi. Mon père parlait peu de son enfance, on avait l'impression qu'elle ne l'intéressait pas. En revanche les souvenirs rapportés par ma mère, remontant de son enfance lointaine vécue dans la Puszta hongroise, traversée de cavaliers et de chasseurs, avaient une présence en elle qui semblait plus vraie, en tout cas plus intense, que tout ce que je voyais autour de moi. Je ne sais pas

pourquoi, j'ai retenu avec précision les éblouissements que ma mère avait gardés de ses étés d'enfant unique auprès de ses parents, au cours des années 1920 et 1930, dans une colonie d'artistes peintres installés au bord de la Tisza, le fleuve qui traverse la petite ville de Szolnok, non loin de Budapest. Quand un ange passait au cours d'un repas ou d'un trajet en voiture, elle s'illuminait parfois. Ses yeux s'élargissaient et son regard prenait une fixité. Elle voyait quelque chose, situé, pour ainsi dire, derrière ce qu'elle voyait, et qui prenait possession d'elle : une rangée d'arbres, le long d'une route, lui rappelait un tableau que son père avait peint et qu'elle avait accroché au-dessus de son lit à Paris dans la petite chambre située au-dessus de l'atelier d'artiste, sorte d'immense entrée-salon, qu'elle occupait à Paris.

Je ne voyais ma mère que le week-end. Le reste de la semaine, mon frère aîné Olivier et moi vivions avec mon père sous la coupe de Marguerite, que ma mère tenait à ce que nous appelions notre « gouvernante ». Ma mère et cette femme étaient si différentes qu'il fallait faire un effort de raison pour considérer qu'elles appartenaient à la même espèce. Marguerite n'était ni belle ni laide : elle avait une fonction. Elle portait une blouse en tissu synthétique, toujours la même, d'abord bleu uni, puis, plus tard, d'un vilain imprimé à grosses fleurs grises. Elle avait des lunettes à la tige grasse et des cheveux gris-blanc filasse qu'elle retenait avec tout un système d'épingles ; un de ses doigts, à la suite d'un accident de cuisine, était resté replié, rigidifié. Elle faisait la cuisine, le ménage, la vaisselle, les courses (parfois avec notre aide), s'occupait du linge et de l'argenterie (que nous n'utilisions qu'à Noël, avec d'innombrables précautions), repassait, balayait, binait les plates-bandes de notre petit jardin. Ma mère, elle, ne faisait rien de tout cela : ni les courses, ni la cuisine, ni la vaisselle.

Rien n'était normal dans ce monde, et pourtant je trouvais tout normal. Déjà, mes parents étaient séparés et je n'en savais rien. Je n'en avais pas conscience. Ma mère donnait à son absence une explication dont je me contentais : elle « travaillait à Paris ». Étrangement, je ne me demandais pas pourquoi mon père, qui lui aussi « travaillait à Paris », vivait, lui, avec nous. Ma mère qui « travaillait à Paris » y vivait également seule la semaine et venait nous retrouver le samedi. Elle avait sa chambre, qui lui était exclusivement réservée. Vide et sombre toute la semaine, celle-ci nous était interdite : c'était la plus grande de la maison.

Le samedi, nous attendions sa venue pour le déjeuner, alors que la

table était mise. Elle arrêta sa petite voiture rouge bordeaux, comme astiquée – son parapluie au motif écossais toujours couché dans la même position sur la banquette arrière, une large boîte de « Kleenex for men », rouge et noire, posée au milieu de la plage arrière –, dans l'unique ruelle montante du hameau, devant le portail de la maison, et klaxonnait. Il fallait accourir immédiatement pour l'aider à décharger ses affaires, faute de quoi elle nous reprochait, à mon frère et moi, notre indifférence et, aussi bien, notre grossièreté. Elle portait, pour conduire, des gants de flanelle blanc écru ornés d'un empiècement de cuir beige, parcouru de surpiqûres. Elle avait l'« élégance sportive » des « femmes chic » de ce temps-là : blouson en daim, loden, quelque chose qui rappelait le monde aristocratique et désuet de l'équitation qu'elle avait pratiquée en Hongrie dans sa jeunesse.

Ma mère n'était pas une mère, mais une reine en visite. Elle apparaissait d'abord en coulisses, pénétrant dans l'étroite entrée où se trouvait la chaudière, qui communiquait avec la grande cuisine haute de plafond, moderne – enfin, moderne à mes yeux d'alors –, une pièce que mon père avait fait construire à la perpendiculaire, en prolongement de la maison ancienne, faite d'une succession de pièces en enfilade reliées par des marches, le long d'une ruelle en pente. Quand on entrait, la chaudière grondait, il y avait de la buée sur les vitres, une odeur puissante de carottes et de ragoût vous prenait à la gorge. Ma mère avançait vers Marguerite comme une divinité bienveillante, avec son sac à main et son parapluie, tenant ses gants dans la main gauche. Avec une expression de bonté et de béatitude, elle embrassait Marguerite dans une attitude théâtrale qui n'avait rien d'hypocrite, car ma mère était profondément bonne : la vieille femme se laissait faire et esquissait un sourire jaune, maugréant dès que ma mère avait le dos tourné (à cause de son retard pour le déjeuner, en général). Marguerite l'accueillait par cette formule de dévotion : « *Kezét csókolom* » (« Je vous baise la main »). Elle l'appelait « Ma-dââme », avec une sorte de révérence ironique, s'adressant à elle à la troisième personne : « *Hogy van a Madám ?* » (« Comment va Madame ? ») Ma mère déposait comme une offrande, sur la table de la cuisine, un sac en plastique blanc froissé, dont elle sortait un demi-avocat à moitié noir emballé dans une feuille d'aluminium, trois petites bananes molles et repoussantes à la peau sombre, une boîte de maïs Géant vert de petit format, une bouteille d'huile de tournesol Lesieur, un paquet de jambon Fleury-Michon ouvert au plastique graisseux où restait une unique tranche desséchée, un sac de pain de mie coupé où durcissaient une demi-douzaine de tranches (dont l'entame). Marguerite la regardait d'un air inexpressif poser ces tristes reliques

l'une après l'autre sur la table de la cuisine. « *Eszt a Mama hozot* », nous disait-elle avec un sourire narquois, ou « *Eszt a Madám hozot* » : « Ça, c'est Maman (ou "Ma-dââme") qui l'a apporté. » Ma mère, qui avait connu la guerre et les privations, n'aurait pas supporté de jeter ces restes, ni qu'ils soient gâtés et perdus à son retour dans son appartement vide. Aussitôt après son départ, Marguerite se faisait un devoir de tout jeter (sauf le maïs et l'huile, que, néanmoins, elle se refusait à utiliser).

J'apportais dans sa chambre les affaires de ma mère, comme l'employé d'un hôtel. Elle descendait ensuite les quelques marches séparant l'entrée du salon-salle à manger, où la table était mise, refermant la porte derrière elle. L'odeur de cuisine la faisait grimacer. Même s'il gelait dehors, elle ouvrait en grand les fenêtres du salon pour la chasser. En règle générale, tout ce qui touchait à la cuisine la dégoûtait, même si s'installer à table et manger la ravissait : elle dévorait les plats que Marguerite nous préparait, *töltött káposzta* (chou et morceaux de viande de porc), *paprikás csirke* (poulet au paprika), *fasirozot* (préparation de viande hachée aux carottes) dont elle se resservait plusieurs fois avidement, comme une pensionnaire privée toute la semaine. Ma mère était phobique : des odeurs, de la cuisson, des graisses, de tout ce qui touchait à la préparation des plats, jusqu'à la vaisselle. La nourriture, et en particulier la cuisson, suscitait chez elle des manifestations d'anxiété que je n'ai jamais rencontrées ailleurs. Le contact avec les matières organiques, de façon générale, lui répugnait : la vue d'un poulet dans son emballage de papier rosâtre lui faisait venir une grimace de dégoût. Même un paquet de beurre entamé. S'alimenter était pour elle une source d'angoisse. Si elle avait pu s'en passer, elle l'aurait fait. Je crois que les repas des cosmonautes la faisaient rêver. Un jour, elle me dit qu'elle trouvait « dégradant » que « l'être humain », comme elle disait, éprouve le besoin de s'alimenter : s'il lui avait été possible d'en finir avec cette contrainte en gobant une pilule tous les matins, elle s'en serait débarrassée avec plaisir.

Manger était une activité dont il fallait, avec un effort constant, cacher la source basse et vulgaire ; d'ailleurs, pour désigner la nourriture, ma mère puisait par dérision dans un lexique trivial : « bouffer », « boustifaille ». Etre assis à table avec elle était une épreuve : il fallait se tenir parfaitement droit, ne pas mettre les coudes sur la table (ce qu'elle s'autorisait néanmoins), ne pas faire de gestes brusques et précipités pour attraper la nourriture, ne pas manger avec une délectation ostentatoire, ne pas mastiquer trop vite, ne pas mettre le doigt sur la lame de son couteau, dire « pardon » quand on passait le bras devant son voisin pour attraper

quelque chose. C'était comme, en équitation, un concours d'obstacles auquel on recevait chaque fois la pire note. En sa présence, on était toujours soulagé de terminer le repas le plus tôt possible.

Au fond, ce qui me revient, c'est un mélange d'excitation et de malaise : l'irruption brusque du « repas de famille » dans une vie où la famille était à peine présente. Dans mes manières et ma façon d'être, je déplaisais à ma mère qui, pourtant, me manifestait une grande affection. C'est un paradoxe qui, je le crois, n'est pas si rare dans les familles, même moins bizarres que la nôtre. Elle employait souvent à mon égard, par plaisanterie, les adjectifs « maladroit », « grossier » ou « paysan ». Quelque chose dans mon corps, mes gestes et mon attitude ne lui convenait pas : pas assez élégant, distingué, raffiné ; lourd, commun, ordinaire, peut-être. Elle me reprochait une maladresse et une inaptitude à me contrôler qui l'agaçaient. J'essayais, pour lui plaire davantage, de moins gesticuler, de m'appliquer à parler et rire moins fort, je m'obligeais parfois à une retenue qui n'était pas dans mon tempérament. De dépit, je prenais plaisir à la provoquer, à être insolent. Sans doute pour qu'elle me remarque, parce qu'au fond, je crois bien que j'étais transparent à ses yeux – malgré la tendresse qu'elle me témoignait, de celles qu'on manifeste envers un être pataud et affectueux, qui vous attendrit par son entrain et sa drôlerie, mais vous irrite dès qu'il sort de son rôle.

Une histoire me revient. Ma mère entretenait une liaison aussi passionnée que platonique avec André Malraux (à la fin de sa vie), dont elle nous rebattait les oreilles à chaque repas du dimanche, répétant avec émerveillement les « mots » et les formules du grand homme, même les plus plats. Elle l'avait connu par l'entremise de Louise de Vilmorin, qui avait tissé des liens avec la Hongrie en épousant un play-boy aristocrate, le comte Pálffy, à la fin des années 30. Au début des années 70, elle tint à faire une photo où elle-même et ses trois fils poseraient avec Malraux, pour la postérité. Elle voulait qu'on la prenne devant un tableau peint par son père, accroché dans ce qu'elle appelait « l'alcôve » de son appartement, un renforcement sans fenêtre prolongeant l'atelier à l'immense hauteur sous plafond, partiellement recouvert d'une verrière dont on ne pouvait ouvrir qu'un petit carreau, et ce à l'aide d'une longue gaule au bout replié à angle droit, que j'adorais utiliser, parce qu'il fallait viser pile dans le trou de la pièce en métal qui actionnait l'ouverture dudit carreau, et qu'il y avait toujours le risque excitant de casser celui-ci avant d'y arriver. Dans cette espèce de grotte qui

se refermait par une longue cloison coulissante aux boudins de Skaï blanc en accordéon, régulièrement inondée par des infiltrations qui obligeaient ma mère à mettre des casseroles et des bassines partout, elle avait placé une commode et un petit lit dans lequel je dormais parfois quand je passais la nuit à Paris, après être allé, par exemple, entendre un « concert pop », comme on disait encore au temps de mon adolescence, ou pour être à l'heure à un rendez-vous médical tôt le lendemain matin. Ma mère, qui détestait qu'on la prenne en photo (dès qu'on sortait un objectif, elle mettait sa main devant son visage en grimaçant), a, sur ce cliché pris par ma belle-sœur, une pose parfaite, sans doute longuement étudiée devant la glace : un profil de trois quarts, le menton reposant sur son poing replié, et une sorte de sourire sagace, un peu voilé par une inquiétude diffuse. Elle a une immense bague, sorte d'amulette en bronze, un cadeau de Malraux, qu'elle avait fait serti. Elle porte un simple chemisier blanc uni, un peu bouffant, qui incarne parfaitement son idée du chic, et une jupe évasée de lin noir, serrée à la taille par un ceinturon à la large boucle. Sur la photo, Malraux, en complet noir, a sa tête de vieux ministre, le teint bistre, regardant en l'air, attendant que ça se passe. Mes deux frères ont l'air empaillés ; moi, en shetland rouge, la mine blafarde, la tête rentrée dans les épaules comme un bossu, je prends un air de petit malin irrespectueux. Malraux m'avait effrayé. J'étais d'ailleurs étonné que ma mère, qui mettait « l'esthétique » (son mot) par-dessus tout, et était la première à relever, avec une grimace, les défauts physiques des invités de mon père, l'un qui postillonnait, l'autre qui gardait la bouche ouverte, se curait le nez, avait une dent noire, ou que sais-je encore, fût hypnotisée par Malraux comme la tsarine par Raspoutine. Il avait une voix horrible, sa respiration sifflait, comme s'il allait suffoquer et tomber par terre devant nous, asphyxié ; sa figure se tordait dans des spasmes, ses mains étaient des créatures autonomes à l'agonie, échappant à son contrôle, qui auraient pu se retourner contre lui, le griffer, l'écorcher, lui serrer le cou jusqu'à ce qu'il agonise à son tour, on n'aurait rien pu faire. Il était assis au bord de ce fauteuil chez ma mère sous ce plafond aussi haut que celui d'une cathédrale, sa voix résonnait comme dans une caverne, des sons sortaient de sa bouche, en apparence des mots et des phrases, mais c'était davantage une rumeur grondante qui le parcourait, secouant cette espèce de vieux saurien oublié au fond d'un marigot asséché, cruellement exposé à la lumière des hommes. On ne comprenait rien, ou presque, à ce qu'il racontait. La parole semblait le traverser en lui faisant un mal physique. Il parlait sans s'arrêter, sans regarder personne, comme si un cyclone le transportait, lui et lui seul, tandis que ma mère, mes frères et moi,

isolés par un cercle magique, nous tenions à quelques mètres d'un sorcier. A un moment, il parla des danses primitives africaines qui établissaient un contact avec la terre. Il se mit à frapper violemment le plancher de ses pieds, comme un gros tambour.

Ma mère nous rapporta que Malraux avait trouvé mes deux frères « très beaux ». « Et Michka ? », lui demanda-t-elle. « Il n'a pas de visage... », répondit le grand homme. Ma mère me répéta je ne sais combien de fois ce mot en s'esclaffant, tant elle le trouvait irrésistible.

J'avais l'impression de ne pas exister à part entière aux yeux de ma mère. Rien de ce que je faisais ou disais ne semblait l'intéresser vraiment, sauf quand je la faisais rire. En présence de mon frère aîné Olivier, c'était différent. Elle se crispait très vite et perdait ses moyens. A table, le dimanche, elle l'attaquait à peu près sur tout : sa coiffure (« horrible »), sa façon de se tenir voûté (« comme un cheval malade »), sa tenue (« épouvantable » ou « ridicule »), ses lectures (« détestables », comme *Actuel* ou *Charlie-Hebdo*), sa façon de parler l'anglais (ma mère, qui l'avait appris avec une fille au pair à Budapest dans les années 30, le parlait avec l'accent désuet de l'acteur George Sanders et des comédies policières du Hitchcock de la première période, et son visage se tordait de dégoût quand elle entendait mon frère s'exprimer avec des intonations américaines) et, bien sûr, la musique que nous écoutions, dont elle ne supportait rien, à part les Beatles. Les dessins et images des pochettes de disques la hérissaient. Je me rappelle d'ailleurs qu'un dimanche après-midi d'hiver où nous étions partis jouer dehors, elle en avait profité pour mettre au feu, dans la cheminée, la pochette du 33 tours de John Lennon et Yoko Ono, que mon frère venait d'acheter, *Two Virgins* – tout à fait inaudible, soit dit en passant –, où ils apparaissaient l'un et l'autre tout nus, en pied, sur une photo noir et blanc. J'étais englobé dans ces attaques, mais en tant que suiveur sans cervelle : je ne pouvais exprimer aucune opinion individuelle digne d'intérêt, tout ce que je pouvais dire ou penser était forcément dû à l'endoctrinement passif que mon frère me faisait subir, et, pour ma mère, je ne faisais que « le suivre comme un petit chien ». Je crois que j'aurais aimé être attaqué sur quelque chose de vraiment personnel, ce qui m'aurait fait exister individuellement aux yeux de ma mère, mais je devais me contenter, dans le meilleur des cas, d'un « vous » commun : « Vous êtes ridicules » ou « vous êtes insupportables ».

Mon rôle personnel était autre : tenir compagnie à ma mère quand elle s'ennuyait, jouer avec elle au gin-rummy, la faire rire lors de sketches de comédie policière que nous improvisions, où je tenais, par exemple, le rôle d'un gérant d'hôtel qui avait tué et enterré sa belle-mère et elle celui d'une enquêtrice coriace. Quand je me dérobaïs, elle m'en voulait et le manifestait par une attitude boudeuse. Elle m'utilisait également comme conseil en psychologie au sujet de mon frère Olivier, cherchant à comprendre pourquoi il était, selon elle, si dur et indifférent avec elle. Je la sentais parfois désespérée, au bord des larmes, dans une sorte de passion contrariée pour mon frère, un état que j'aurais été bien en peine de lui inspirer. Ces rapports se poursuivirent d'ailleurs jusqu'à la fin, elle me téléphonait longuement pour que je lui donne mon opinion et mes interprétations sur les divers épisodes de la vie affective de mon frère, alors que tout ce qui concernait ma vie personnelle pouvait susciter chez elle des inquiétudes ou des irritations, mais jamais rien de douloureux.

Ma mère n'a jamais cessé de nous reprendre sur des détails de notre apparence physique. Elle se torturait et nous torturait. Les dents étaient pour elle un sujet de tourment. Les siennes étaient très mauvaises, et elle passait des heures chez un dentiste mondain du XVI^e arrondissement, le docteur Zanniger, qui passait de la musique douce et avait installé un plafonnier aux lumières « psychédéliques » (dixit ma mère) pour apaiser ses patients. J'appris ainsi l'existence des bridges, dents à pivot et autres « Richmond » (prononcé : « Richemont », comme un fromage industriel à raclette). Olivier a longtemps porté un « appareil », sorte de machin en plastique rose transparent moulé à la forme de son palais, avec des bouts de fil de fer tordus sur les côtés, de la consistance d'une sucette quand il ne reste plus qu'une pellicule fine autour du bâtonnet, prête à se casser. D'ailleurs c'est ce qui arrivait : il l'enlevait de sa bouche, le glissait dans la poche arrière de son pantalon, s'asseyait dessus et crac, il fallait en commander un autre. Ma mère nous examinait avec anxiété : un bouton inquiétant, un teint trop jaune, et surtout les cheveux sales, décoiffés, « horribles », parce que trop longs et informes (elle sortait régulièrement un peigne de son sac et nous pourchassait dans la maison pour nous peigner). Il y avait eu aussi un point de fixation, source d'une humiliation qui ne prit fin pour moi qu'à l'âge de douze ou treize ans : nos pieds plats. Elle nous emmenait régulièrement chez un orthopédiste à Versailles, le docteur Aigrefeuille, qui dessinait le contour de nos pieds sur une feuille de papier et commandait des semelles orthopédiques sur

mesure. Il les sortait de son tiroir au rendez-vous suivant. Elles étaient fixées l'une à l'autre par un élastique, fermes et souples à la fois, d'une couleur beige hideuse et dégageaient une forte odeur de colle. On les glissait dans des « chaussures montantes » spéciales, elles aussi sur mesure, marron et à lacets. J'ai cru les reconnaître une fois sur une photo de classe prise dans les années 1910 aux pieds d'enfants de je ne sais quelle région française pauvre et rurale.

Au fond, j'ai vécu mon présent à l'ombre d'un passé monumental. Ma mère venait d'un petit pays vaincu, la Hongrie, que Hitler n'avait même pas pris la peine d'annexer, un pays sans relief et sans frontières naturelles, qui avait déjà été envahi et écrasé, comme la crêpe qu'il était, par les Huns et les Turcs. Au tournant de la guerre, ç'avait été au tour des Slaves. Dans la région, on n'avait guère le choix. Après la défaite du Troisième Reich, il devint clair que les Russes (« *az Oroszok* » – je crois que, de sa vie, ma mère n'a jamais prononcé le mot de « Soviétiques ») n'avaient pas la moindre intention de laisser les Hongrois, pas plus, d'ailleurs, que les Tchécoslovaques, les Polonais et les autres petites nations nées en 1919 de l'écèlement de l'Empire austro-hongrois (où les Hongrois occupaient un rang privilégié), décider de leur sort. Après des élections truquées, quelques arrestations et assassinats bien ciblés, la Hongrie devint un pays « ami » (ou « satellite », comme on disait dans les années 60 et 70) de l'Empire soviétique, dont les dirigeants appliquèrent au profit du « peuple » un programme de saisie puis d'expropriation des biens des propriétaires terriens. Ma mère avait retenu une seule expression en russe, qu'elle entendait créée par les soldats croisant des civils de sexe féminin susceptibles de les intéresser : « *идй сюда !* » « *Idi siouda* », « Viens ici ! ». Il y eut des viols, des pillages, bref, c'était la guerre. Je peux l'imaginer et même le comprendre : rien n'est plus excitant, pour des jeunes garçons envoyés loin de chez eux, qu'un pays transformé en terrain de jeu, sans administration claire, où l'on a le droit de faire à peu près tout ce qu'on veut : entrer dans les maisons qui ont l'air accueillantes, y boire, y manger, y dormir, en chasser les habitants, emporter quelques souvenirs, et plus si l'occasion se présente. Je ne sais pas qui a inventé la notion d'une guerre propre et morale, fantôme de populations depuis si longtemps préservées de ces situations qu'elles n'ont plus aucun lien avec ces réalités.

Je peux d'autant plus le comprendre qu'enfant, il était naturel pour moi de jouer à la guerre. Quand je me suis documenté pour travailler au *Dictionnaire du rock*, j'ai été frappé d'apprendre que la musicienne anglaise PJ Harvey, pourtant née une dizaine d'années

après moi et élevée par des parents hippies dans une région rurale du sud-ouest de l'Angleterre, adorait jouer à la guerre. Elle avait retrouvé dans un grenier des uniformes de l'armée britannique. Avec ses frères elle se mettait en treillis, rampait dans la boue, s'écorchait à des ronces, se cachait, organisait des embuscades, fondait sur l'ennemi, se battait à la nuit tombée. Si elle avait trouvé un vrai fusil tirant de vraies balles, je suis sûr qu'elle l'aurait considéré comme sa possession la plus précieuse, rêvant du jour où elle aurait pu l'utiliser pour de bon. La lutte physique et armée représentait le rêve d'une vie plus exaltante et poétique.

Je sais exactement où Polly Jean Harvey a trouvé la source de sa violence poétique : j'ai eu une enfance proche de la sienne, dans un hameau isolé autour duquel les forêts étaient vraiment sombres, la nuit vraiment noire, où les chiens hurlaient la nuit, où la population était rude et certains avaient des armes. L'imagination s'enflammait vite dans ces conditions. Je ne passais pas mes nuits, comme elle, à lire des scènes de l'Ancien Testament, à m'exalter pour des massacres et des vengeances terribles déclenchés par un Dieu effrayant, ni à regarder des films d'horreur, avec des mutants visqueux et dégoûtants, à la télévision : il n'y en avait pas à mon époque. Mon enfance paisible et protégée, au milieu d'un monde où il ne se passait rien, exaltait ma fascination pour une violence qui, parce qu'elle était invisible, semblait terrible et sans limites.

À la télévision, je voyais sans cesse des gens se battre, souvent à cheval : cow-boys et Indiens, bien sûr, mais aussi mousquetaires, compagnons de Jésus, archers du Moyen Age. Ils avaient des épées, des sabres, des arcs, des arbalètes, des poignards, des dagues. Ils finissaient par se battre à mains nues dans des escaliers où il y en avait toujours un qui se faisait pousser par-dessus une balustrade et s'enfuyait en boitant avant d'agoniser dans un buisson. Il y avait aussi des pirates, des corsaires : ils tiraient des coups de canon, ça faisait un grand crac dans la coque du navire attaqué, il y avait de la fumée blanche, noire, après ils mettaient le feu avec des torches, partaient à l'abordage en criant et en rigolant, ils zigouillaient tout le monde ou finissaient à l'eau, pourfendus par-derrière ou assommés par un type à moitié nu, l'air dégoûtant, aux dents noires, vérolé ou estropié, un foulard noué sur la tête, qui se laissait glisser du haut d'un mât pour les estourbir. Et puis les commandos : saboteurs, terroristes, membres de brigades spéciales, évadés, résistants, ils creusaient des tunnels, rampaient entre des fils, coupaient des barbelés avec des pinces, se faufilaient entre des mines, transportaient des bâtons de dynamite entre les dents, minaient des véhicules militaires, détruisaient tout ce qu'ils

voulaient au nom d'un combat fanatique qui n'avait jamais l'air trop clair. D'ailleurs quand Eliot Ness, le chef de la brigade des « Incorruptibles », et ses hommes fonçaient pour traquer ceux d'Al Capone et de son lieutenant Frank Nitti, debout en équilibre sur le marchepied de voitures qui ressemblaient à d'énormes radiateurs à roulettes et tiraient dans tous les sens, armés de mitraillettes au magasin en forme de cylindre, on ne se posait pas la question de savoir qui étaient les mecs bien et qui étaient les salauds. Ils avaient tous les mêmes gueules aplaties à la Joe Dalton et les mêmes costumes rayés, ils auraient pu être des frères. D'ailleurs avec mon frère, je me battais, j'adorais me battre.

Les mythes politiques de l'époque plaçaient la violence en leur centre. Je dirais même que la politique était violente par essence – *elle était violence*. (Personnellement, même quand j'aurais dû croire à ces conneries, je n'y arrivais pas complètement, ce dont je me sentais d'ailleurs coupable ; quand c'est devenu à la mode, dans les années 80, de ne plus y croire et de s'en moquer, que tout est devenu fade et sympa, d'un côté j'ai été soulagé, mais de l'autre quelque chose m'a manqué.) Mes deux frères aînés avaient créé chacun une « organisation » politique. Georges, le fils unique du premier mariage de ma mère, avait inventé la PSAC-TM, d'abord la « Police secrète anti-Cyrille » (le fils d'un voisin), ensuite rebaptisée « Police secrète des activités clandestines », un peu sur le modèle des commandos antiterroristes mis sur pied par les dictatures sud-américaines. Il avait été élevé par des frères à Saint-Jean de Béthune, à Versailles. Avant son mariage, il venait le week-end avec ma mère et retrouvait sa chambre, fermée à clé le reste de la semaine. Il étudiait à Sciences-Po, n'aimait que la musique classique, était fasciné – « hypnotisé » est peut-être un mot plus juste – par Wagner, détestait ceux qu'il appelait « les yé-yé », était abonné au mensuel édité par le fabricant allemand de trains électriques Märklin, ainsi qu'au mensuel de la droite catholique *Le Spectacle du monde* ; en mai 68, hostile au chaos, il préféra s'enfermer tous les jours à la bibliothèque de Sciences-Po (dont il épousa d'ailleurs une des bibliothécaires). J'ai oublié de dire qu'il allait à la messe tous les dimanches, c'est sans doute une précision inutile. Tout ce qui était lié, de près ou de loin, au communisme, que ma mère, Marguerite et lui tenaient pour responsable du chaos où leur vie avait été plongée, le hérissait. Je ne mesurais pas à quel point l'effondrement d'un monde qu'il n'avait pas connu, mais dont sa grand-mère paternelle, veuve émigrée en France elle aussi avec sa « dame de compagnie », et dans une bien moindre mesure son père (lui plutôt fuyant et délibérément oublieux) lui avaient transmis le deuil, avait pu susciter en lui une anxiété, une

souffrance due au manque, comparable à celle d'un membre amputé dont les douleurs fantômes le relançaient, lui à qui l'on avait fait sentir qu'il avait grandi avec la privation d'une fonction essentielle.

Mon frère Olivier et notre ami d'enfance, J., voisin à Montabé, avaient fondé une organisation opposée à la PSAC-TM, l'ARR (« Armée Rémy-Rougier »), dont les « tracts » et proclamations étaient rédigés selon la phraséologie des communiqués des armées « révolutionnaires » de la fin des années 60 : « L'ARR prépare une nouvelle arme secrète extrêmement dangereuse qu'elle n'utilisera qu'en dernier recours contre la PSAC-TM, dont les dirigeants ont montré une grande lâcheté en se barricadant. »

Très vite, j'ai acquis une familiarité avec les explosifs. Notre camarade J., que son éducation catholique avait porté vers l'extrême droite, ce qui à nos yeux n'avait aucune importance – c'était comme si nous écoutions de la musique progressive et bizarre, et lui seulement les Stones, d'ailleurs, c'était précisément le cas –, se passionnait pour la chimie, et, chaque dimanche, tentait une nouvelle expérience. Dans un pot de peinture vide, je touillais le chlorate de soude, un désherbant utilisé par son grand-père, avec du sucre, c'était à peu près comme préparer un gâteau. On mettait le feu avec une mèche faite en décortiquant celles de plusieurs pétards, on courait se mettre à l'abri et ça produisait une flamme géante. Après, J. expérimenta le principe de la compression. On mettait le mélange dans une boîte vide de Ricoré, on coinçait une mèche, on refermait le couvercle, on l'enterrait, on mettait un tas de bûches dessus, et on attendait derrière un arbre ou un muret. Une fois, une bûche monta si haut qu'elle atterrit sur le toit de la maison de ses grands-parents, détruisant quelques tuiles : une victoire. Après, J. découvrit la poudre d'aluminium – ajoutée au mélange chlorate et sucre, elle rendait celui-ci plus détonant – puis le mercure (le mélange s'enflamma tout seul sur le rebord de la fenêtre de la « salle de jeux » où il mettait patiemment au point ses préparations sous mon œil admiratif). Puis ce fut l'acide sulfurique, l'acide nitrique fumant, dont on ne pouvait pas fermer les bonbonnes sans que ça explose (rien qu'à le respirer, ça vous raclait les bronches), le benzène, avec lequel il manqua de peu de nous asphyxier avec ses fumées toxiques, sans parler de mettre le feu à la maison de ses grands-parents, et pour finir, je crois, des pains de titanite, une sorte de dynamite bon marché. Il essaya aussi, sans succès, de fabriquer du fulmicoton et de la nitroglycérine. Il découvrit aussi le cordeau Bickford, une mèche épaisse et torsadée qui pouvait se consumer sous l'eau, ce qui lui donna l'idée de

fabriquer un explosif immergé : c'était toujours le principe de la boîte de Ricoré bourrée de poudre, mais cette fois au couvercle amovible hermétiquement fermé avec du mastic. Il l'expérimenta dans la mare du parc de ses grands-parents. Comme je ne faisais rien à part regarder, c'est à moi que revenait l'honneur d'allumer la mèche, après quoi je courais me mettre à l'abri, jusqu'au jour où il mit au point, avec une pile Wonder, un détonateur électrique. Olivier et lui avaient pris mon vélo pour le découper à la scie à métaux et en faire des tubes d'explosifs. Comme J. était accusé, non sans raison, de troubler la paix du voisinage par des détonations intempestives le dimanche en milieu d'après-midi, il lui vint l'idée de préparer un engin à retardement susceptible d'exploser pendant notre absence, au milieu des vacances. Il avait trouvé une idée lumineuse : fabriquer une mèche en amadou, sorte de corde torsadée censée se consumer lentement, pendant des jours, avec une lenteur de sablier. L'engin, placé derrière un panneau d'affichage municipal en béton, était programmé pour exploser au moment où les commères du hameau papotaient devant la camionnette de la boulangère, qui venait vendre le pain (en ce temps-là, les voitures étaient un peu comme la connexion haut débit, ça existait, mais comme une forme de luxe dans des trous perdus comme le nôtre). Pour une raison que j'ai oubliée, J. ne put mettre son projet à exécution. Soudain, je me rappelle que pour l'anniversaire d'un camarade, en sixième, j'avais apporté comme cadeau un explosif, et que, malgré la maladresse qu'on me prêtait dans ma famille, j'étais parfaitement arrivé à le faire détoner, y gagnant l'admiration de la fille dont j'étais amoureux.

Ai-je vraiment choisi d'exposer tout ça ? Mes camarades Emmanuel Carrère et Frédéric Beigbeder sont remontés à leurs origines quand ils ont senti le moment venu et, accessoirement, le marché prêt. Moi, c'est différent. L'état civil de mon pays m'impose de répondre à la question : d'où venez-vous ? J'y réponds, à ma façon, publiquement. J'y suis acculé. Je tournais autour de l'idée d'un livre sur le monde englouti d'où je viens. Eh bien, m'y voilà.

Comme écrivain, je n'ai pas réussi socialement. Je ne l'ai pas cherché. En publiant peu, je me suis même inventé un étrange statut : apparaître pour dire qu'au fond, je ne tenais pas tellement à y être. C'est une curieuse ambition, mais enfin je l'ai accomplie. Jeune, j'ai été entraîné par l'exemple d'auteurs qui disaient « non » en haussant les épaules. Je ne saurais dire au juste pourquoi, mais l'exemple de Cioran arrivé à cinquante-cinq ans, allant prendre ses repas au restaurant universitaire au milieu des étudiants en droit africains, n'occupant ni place ni fonction, me paraissait infiniment sympathique, en tout cas conforme au refus absolu de la comédie sociale, pour moi inséparable de l'acte d'écrire : une affirmation de liberté absolue, et en même temps un refus de m'engager dans le monde. L'idée d'apparaître pour apparaître, d'occuper le terrain, alors que je sentais tout se casser la gueule autour de moi, me paraissait veule et déplacée. Et, pour tout dire, minable. On n'écrit pas, selon moi, pour trouver sa place dans le monde ; on écrit parce qu'on suffoque de ne pas la trouver – parce qu'on cherche à exister, et non à jouer un rôle. Une phrase d'André Breton m'a longtemps poursuivi : « Quand cesserons-nous de jouer pour être ? »

Mon modèle était celui du « rock indépendant », tendance suicidaire, éphémère, en tout cas : on pousse un grand cri et on s'arrête, comme effrayé d'exister.

J'ai bien compris que pour les écrivains, comme pour tout le monde aujourd'hui, seul le marché existe. Il faut s'y imposer comme marque en sortant des produits simples avec un emballage simple promettant un contenu également simple. Et il faut continuer, ne surtout pas lâcher l'affaire. Si l'auteur n'y arrive qu'à moitié, et qu'il reste arrêté à mi-côte, on le case en seconde division : au mieux, il pourra devenir l'employé du mois et recevoir un prix de seconde zone ; s'il est malin, il arrivera à en cumuler plusieurs, comme ceux

qui s'en sortent en additionnant les petits boulots. Pour réussir dans ce métier, il faut de la détermination et de la discipline, sans quoi on est bien sûr un rigolo vite balayé. Mais si on n'a pas un très grand talent pour la simplification, c'est insuffisant. Si on est dépourvu de l'aptitude à tout simplifier, il vaut mieux laisser tomber. Il faut trouver ce qu'on appelle, dans la publicité et l'art contemporain (c'est pareil), un « concept » : seuls les auteurs qui ont le don de la simplification sont les « winners » du monde d'aujourd'hui. Ils ont su se transformer en « concept », là est leur force.

L'ambition de la simplification est conforme à la triste efficacité du monde contemporain. Elle est aussi nécessaire que décevante. Chacun sent qu'à la source du talent pour la simplification se trouve une forme de renoncement : si l'ambition artistique a pour but de transmettre une forme de vérité, elle ne peut, sans se limiter délibérément, dissimuler la complexité et les contradictions liées à notre perception du monde. D'où un certain embarras chez les auteurs qui ont su parfaitement se réduire à un « concept ». La brutalité de cette simplification les gêne, quand bien même ce désir était inscrit au cœur de leur projet et de leur réussite. Les plus lucides décrivent avec humour la mécanique élémentaire du marché, la valeur simplifiée qu'ils y ont acquise, l'argent qu'y « pèsent » leurs productions et les règles brutales de leur maintien au « top niveau ». Dans leurs productions, ces célébrités recourent souvent aux sarcasmes. L'identification de leur personne à une gamme de produits simplifiés a quelque chose de comique qu'ils doivent publiquement reconnaître, sous peine, parfois, d'être dévalorisés.

Voilà qui m'amène, étrangement, à parler de Nicolas Sarkozy. Pour la première fois, le président de la République est un Parisien de mon âge qui aurait pu, au début des années 80, me raccompagner chez moi à moto, ivre mort, en prenant les sens interdits après une fête chez un décorateur branché (on peut toujours rêver). Pour savoir ce qu'un tel personnage a dans la tête, avoir vécu dans le monde de sa jeunesse est une clé dont je suis étonné que personne, à ma connaissance, ne l'a jamais utilisée.

Par un hasard qui me fait sourire à chaque fois que j'y repense, ma mère a grandi à Szolnok, une petite ville dont le grand-père de Nicolas Sarkozy fut jadis l'adjoint au maire. Mon propre grand-père,

Tibor Pólya, comme je l'ai dit, était peintre et dessinateur : lui et sa famille passaient leurs étés là-bas au sein d'une colonie d'artistes. Il a ainsi eu l'occasion de faire des caricatures du grand-père Sarkozy. Il se trouve que, voici quelques années, je me trouvais en vacances sur une île grecque où j'ai rencontré par hasard le demi-frère du président (avant que celui-ci devienne président) : un pédiatre tout à fait sympathique, qui m'avait promis de me montrer un soir à Paris les dessins de mon aïeul qu'il avait gardés et affichés chez lui. Hélas, ça ne s'est jamais fait.

Ma mère prononçait (à peu près) SHOAR-KEU-ZI. Elle disait précisément « *A Sarközy* » : en hongrois on dit « Le Sarkozy », un peu, comme, dans certaines campagnes en France, on disait (ou on dit encore) « L'Alfred » ou « La Jeanne ». Ma mère est morte avant qu'il soit élu. Franchement, je ne peux pas écrire « hélas ». Je pense que si elle avait assisté à son triomphe, ça l'aurait mise dans un état de grande agitation. Qui sait ? Peut-être nous aurait-elle demandé, à mes frères et moi, de lui envoyer un télégramme de félicitations, puisque, à ses yeux, chaque Hongrois qui réussissait faisait, d'une manière ou d'une autre, rejaillir cet honneur sur elle, sa propre famille ainsi que sur l'ensemble de la nation hongroise. De toute façon, elle voyait des Hongrois partout. Une fois que je suivais un match de tennis à la télévision, mettant aux prises avec je ne sais quel autre joueur le champion australien Pat Cash, on entendit le commentateur – sans doute le mielleux Christian Quidet – prononcer son nom « Patte-Cache ». Ma mère s'exclama : « Patte-Cache, Patte-Cache mais c'est Poatte-Câche ! Il est sûrement hongrois ! » Elle nous expliqua en effet que le nom *Patkás* était très répandu en Hongrie. Oui, je suis certain qu'elle aurait été grisée de voir un vrai Hongrois, même moitié-hongrois – « C'est la moitié qui compte », aurait-elle soutenu à coup sûr –, devenir président de la République française. Pour elle, ç'aurait été un événement extraordinaire, à la limite presque dérangeant.

La plupart des ennemis de Nicolas Sarkozy – j'en connais autour de moi certains de particulièrement virulents – sont comme drogués à sa détestation. On dirait que leur haine du personnage est un moteur, une espèce d'euphorisant dont ils ont besoin jour après jour. Même si je n'oublie pas que l'antisarkozysme est un marché médiatique, exploité avec autant de cynisme que les autres marchés, la nature des reproches émis par les journaux dits de gauche, et de *Libération* en particulier, me semble relever d'une fascination masquée en détestation. C'est une sorte de théâtre impuissant, comme celui de collégiens s'excitant entre eux par de vains

sarcasmes contre un surveillant brutal face auquel ils sont désarmés. On n'arrive pas à les prendre au sérieux, pour une raison simple : il est impossible de prendre Sarkozy au sérieux. Le regretté Claude Chabrol a prononcé sur son élection un des jugements les plus exacts que j'aie jamais entendus : les électeurs ont choisi en 2007 une sorte de Michel Drucker d'un genre teigneux, comme ça, pour voir. De fait, Nicolas Sarkozy est le premier homme d'Etat à s'être inspiré du modèle des présentateurs de télévision, un modèle lui-même dérivé des animateurs de ventes-surprise dans les grands magasins : il est à l'aise dans tous les registres, capable de se montrer exagérément décontracté et séduisant, voire sentimental et populacier, puis, brusquement, mordant et agressif. A la différence des chefs traditionnels, il a beaucoup de mal à rester réservé, mystérieux et insondable. Il est l'homme d'un autre temps : le nôtre.

J'avais perçu les premiers signes de ce style commerçant en assistant, en 1995, pour le compte des *Inrockuptibles*, au meeting d'un candidat malheureux à l'élection présidentielle : Edouard Balladur. C'était à Clermont-Ferrand. Je me rappelle même le nom du lieu où la réunion était organisée : « L'Expace », une sorte de Halle aux chaussures. La déroute était alors certaine pour celui que les « décideurs » des médias dominants, aussi imprudents que malhabiles, avaient présenté comme le vainqueur évident. Avec la même clairvoyance, ils présentaient d'ailleurs Chirac comme un loser pathétique. Le malheureux Balladur, sorte de glaçon ambulant comme j'en ai rarement vu, faisait semblant de croire que rien n'était perdu. Avant qu'il s'installe au pupitre pour prononcer son discours, un peu comme, dans une soirée sadomasochiste, un « esclave » s'enchaîne à un instrument de torture, Sarkozy fit la première partie. Remonté comme une pendule, il improvisa un discours aussi creux que survolté. Surexcité, plein de véhémence, il donnait en spectacle sa propre énergie tournant à vide. On aurait dit l'entraîneur d'un sport banlieusard, genre basket-ball. Avec Balladur, ça paraissait déplacé. Je me rappelle en particulier une de ses formules, qu'il prononça en hurlant, avec une euphorie presque inquiétante : « Il a un prénom, c'est Edouard ; il a un nom, c'est Balladur ! » Je partis ensuite interroger, calepin en main, un des « jeunes » qui brandissaient des banderoles pro-Balladur : l'un de ces garçons, plutôt calme et indifférent, était venu là par curiosité, endossant un rôle « militant » pour rigoler avec ses potes. Il me dit apprécier l'énergie de Sarkozy, tout en relevant que celui-ci « pouvait être handicapé par sa petite taille ». Une fois les discours terminés et une potée auvergnate servie aux convives sur de longues tables en bois dans cette halle aux chaussures, je pus mesurer le charisme de mon compatriote : fumant cigare sur cigare, signant des

autographes, il magnétisait les jeunes filles l'entourant en grappes à une table de banquet. On comprenait tout de suite que ce professionnel de l'animation, tout en bossant dur, « en grand professionnel qu'il est », était aussi là « pour le fun ». Oui, comme Michel Drucker.

Il y a des choses, comme ça, qui sont dans l'air : c'est comme dans la musique, il faut savoir les capter. Quelques années plus tard, vers 1999, j'eus une conversation avec un ancien trotskiste qui, via la société de « conseil » en presse d'entreprise qu'il dirigeait, jouait un rôle de gourou auprès du directeur d'un magazine dit « masculin » pour lequel je travaillais (comme on disait dans ma campagne, il s'agissait en fait d'un « bouquin de cul » qui s'était voulu « haut de gamme » à ses débuts, avant de dégringoler très vite). Lors de réunions organisées à seule fin d'entendre ses « conseils », le gourou exposait sur un ton pénétré les techniques nécessaires pour améliorer l'apparence du magazine, lesquelles se résumaient à un principe assez simple : le faire ressembler le plus possible au catalogue de la Redoute. Pour ça il prenait, de mémoire, à chaque « mission » entre 100 000 et 150 000 francs (environ 20 000 euros). Un jour, il m'expliqua très sérieusement que la France irait mieux si Jean-Marie Messier devenait président de la République. Il n'avait que mépris pour Chirac, alors vers la fin de son premier mandat : il le traita de « coton-tige » (je n'ai jamais exactement compris ce que cette image signifiait, peut-être était-ce une allusion à la raideur de son maintien). Je sentis ce jour-là que montait dans certains milieux liés aux métiers de la communication un fantasme diffus : le désir d'un président-manager. Chirac, c'était l'énarque des années 60 et 70 : un proviseur de lycée à l'ancienne, tout droit dans son costume sombre à rayures, sosie du comédien disparu Jules Berry, dont le veston fait crac quand il se penche pour faire le baisemain aux dames. Messier était, si j'ose dire, l'énarque version 2.0 : un ex-inspecteur des finances rondouillard passé par la banque, pris dans l'euphorie commerçante de la communication mondialisée des années 80. Il écoutait Bruce Springsteen sur son DiscMan et rêvait de devenir l'empereur des nouvelles technologies et de l'industrie du spectacle avec l'argent des autres. Mon ex-trotskiste voyait loin : un jour, le vieux chef à l'ancienne, raide et empesé, céderait la place à un manager souple et hyperactif, et là, on allait voir ce qu'on allait voir. Evidemment, avec sa morgue et sa gueule de brute endormie, Messier n'était pas le personnage de l'emploi. Mais la place était vacante pour un politicien à même d'adopter la posture d'un grand manager dans un groupe de communication, exhibant

avec ostentation sa compétence et son professionnalisme, avec ce style particulier apporté par la religiosité vague associée à la gauche dominante dans cette décennie 80 (« relier les hommes et les femmes de ce pays entre eux », etc.), vilain mélange de cynisme et de sentimentalisme flou. J'étais loin d'imaginer que ce profil correspondrait un jour à celui de Sarkozy, enfant triste des beaux quartiers, vieux avant l'heure, politicien de centre-droit, clanique et rétro.

Sarkozy flottait alors comme l'esprit sur les eaux. C'était une forme politique vide qui, quelques années plus tard, se glisserait dans ce personnage virtuel prophétisé dans les années 80 : le manager à la vie trépidante, pour qui l'argent est « fun », mettant en scène sa propre énergie, sautant dans un avion à l'aube pour déjeuner à Manhattan, dînant le soir avec une sélection de cinéastes convoqués à l'Elysée, recevant le lendemain les « partenaires sociaux » pour un petit déjeuner de travail à 8 heures, remettant une décoration à un artiste conceptuel à midi. Etrangement, il a suffi que ce personnage s'incarne pour susciter, au bout de quelques mois, une sorte de répulsion collective. La vie politique, en France, est étroitement liée aux modes et à la déception qu'elles entraînent, une fois retombées. Le retournement que nous vivons aujourd'hui a pu s'observer, dans le microcosme des modes, à la fin des années 80. Quand Nirvana a surgi, au début des années 90, les temps étaient mûrs : après l'effondrement de la Bourse en 1987, la vague des « années fric » (la première pour ma génération) s'était retirée, laissant une grève désolée couleur muraille, jonchée de débris. De glamour, la mode était passée au grunge, aux haillons *radical chic* et à la mise en scène de la désolation accablée. La vie politique reproduit les modes avec environ un quart de siècle de décalage. Ainsi, il est plausible que le (ou la) prochain(e) président(e) de la République soit grunge et maussade, et même, pourquoi pas, ostensiblement mélancolique et dépressif ; pour cette raison, je crois plus, à gauche, aux chances de Martine Aubry qu'à celles de Dominique Strauss-Kahn. Mais qui sait ? La vie politique est aussi imprévisible que la mer.

Peut-être suis-je naïf de présenter les choses ainsi. Un de mes compatriotes préside un pays dont les fonctionnaires, de l'Intérieur comme de la Justice, remettent en cause mon appartenance à la nation : les premiers en contestent le bien-fondé, les seconds examinent mon dossier avec lenteur et minutie. Si, rendu à sa condition de simple citoyen, Nicolas Sarkozy était, comme moi, amené à renouveler sa carte d'identité ou son passeport, il serait

questionné de la même façon. Son père est hongrois, né en Hongrie : à un fonctionnaire appliquant les règles, cela suffirait pour l'envoyer au « Pôle de la nationalité française ». Il attendrait deux mois avant d'obtenir un rendez-vous. Le jour et l'heure dits, on le ferait poireauter une heure dans une salle d'attente, après quoi on lui demanderait, comme à moi : « Comment êtes-vous français, monsieur ? » On lui communiquerait la liste des « bonnes pièces » à fournir, parmi lesquelles, éventuellement, un « justificatif employeur » (on peut toujours rêver, *bis*). Une fois ces pièces réunies, il attendrait environ neuf mois avant d'obtenir son « certificat de nationalité française ». Alors seulement pourrait-il retourner à sa mairie de Neuilly et réclamer la pièce d'identité lui permettant de prendre un avion pour une ville étrangère sans craindre de se faire refouler à l'embarquement.

Dans le monde mental qui a façonné Nicolas Sarkozy, la quête d'efficacité, et même de perfection, consiste à se mettre au service de ce que « veulent les gens », avec une humilité apparente et un professionnalisme ostentatoire. Michel Drucker, encore. Si des études établissent que « les gens ont peur » – ce qui n'a rien de nouveau, la peur étant une richesse dont jamais l'humanité ne se trouvera dépourvue – il estimera que, comme il existe une demande sur le marché, il est nécessaire d'y répondre.

Je n'ai ni la naïveté ni la mauvaise foi d'affirmer que cet homme est responsable de ce qui se passe chaque « jour ouvrable » dans chaque administration en France ; je suis d'ailleurs persuadé qu'il existe aussi des fonctionnaires de toutes opinions politiques usant de leur bon sens – ce qui semble aujourd'hui, étrangement, un acte de courage individuel, voire d'héroïsme –, et d'autres, de toutes opinions politiques aussi (quand ils en ont), appliquant mécaniquement les règles de « vérification » de l'état civil, méfiant face aux cas particuliers susceptibles de les tracasser et d'entraîner des remontrances de la part de leur hiérarchie.

Je n'oublie pas, pour autant, que Nicolas Sarkozy a été ministre de l'Intérieur sous le gouvernement du vertueux Dominique de Villepin (autre style, même cynisme), et qu'en 2005 il a fait appliquer le décret 2005-1726 (je me suis renseigné) qui, de simple titre de voyage, a transformé le passeport en titre d'état civil, y étendant les mêmes règles de « vérification » qu'à la carte d'identité. Pour la carte d'identité « sécurisée », certaines personnes dans ma situation étaient déjà averties : elles savaient que, depuis les célèbres lois Pasqua, elles risquaient de se faire recalier. Comme elle

n'est pas obligatoire, elles préféreraient s'en passer, c'était d'ailleurs mon cas. Et puis avec un passeport on va partout. Mais une fois le passeport assujéti aux mêmes critères de « vérifications » sur les origines, on se retrouve coincé : sans passeport, impossible de monter dans un avion. Je n'oublie pas, bien sûr, les causes de ce « durcissement » : les répercussions du terrorisme international, les exigences des Etats-Unis, de la Communauté européenne, la fabrication de faux passeports dans certaines régions d'Afrique, les usurpations d'identité, la conformité nécessaire à de nouvelles normes informatiques et « biométriques ». Mais je reste convaincu de ceci : programmer une telle machine administrative et judiciaire sans mesurer qu'elle entraînerait sur son passage un bouleversement dans la vie de centaines de milliers de Français et leur ségrégation de fait, c'est être coupé de toute réalité humaine, et en premier lieu de la sienne. Un homme politique qui commence à oublier d'où il vient perd vite le lien avec sa propre humanité. C'est ainsi qu'il se persuade qu'il ne peut être personnellement concerné par les conséquences des décisions qu'il prend, puisque sa position le fait vivre dans un monde abstrait, d'où il a effacé son origine personnelle. Or les origines ne disparaissent jamais : elles vous rattrapent toujours, j'en sais quelque chose.

Il serait trop simple d'attribuer une telle situation à la seule personne de Nicolas Sarkozy et à un seul courant politique. Les responsables de la gauche envisagent eux aussi l'opinion comme un manager appréhende un marché : des « boîtes » leur fournissent des études, des chiffres, des rapports couverts de tableaux Excel et de courbes, réunis dans d'épais documents sur lesquels « planchent des experts » pour dégager des « axes de propositions » susceptibles de séduire l'opinion. A gauche, manifester son opposition consiste, le plus souvent, à contester les statistiques fournies par les services de « communication » ministériels et à argumenter le nez sur des colonnes de chiffres et de pourcentages, comme dans une réunion de copropriétaires. *Libération* consacre régulièrement une rubrique, « Intox/désintox », à discuter notamment des chiffres fournis par les services de communication gouvernementaux : le taux de criminalité a-t-il baissé de 12,74 % entre 2007 et 2010 (j'invente), comme le « claironne » ou le « martèle » le gouvernement ? (Dans le style journalistique, je ne sais pas pourquoi, le pouvoir est toujours censé annoncer ce qu'il fait à la façon des gardes champêtres d'autrefois, en cassant les oreilles des gens au moyen d'un instrument strident ou en tapant sur une enclume.) Non, non, c'est faux, c'est un mensonge, s'insurge le vertueux journaliste

comptable, le calcul est erroné : en fait, si on compte les adolescents mineurs, il y a en fait une augmentation de 2,28 % (j'invente toujours), c'est donc la preuve que ce gouvernement se contente d'« effets d'annonce » tendancieux et de « poudre aux yeux ». Ainsi la gauche laisse-t-elle croire que, dans ces matières, elle serait plus « efficace » que le pouvoir, sans s'interroger sur le sens et la vertu de cette « efficacité » technique. Des deux côtés, on fait un appel constant aux valeurs, à la vertu, à la morale, à la solidarité, à la générosité, mais c'est une musique d'ascenseur à laquelle plus personne ne prête attention, destinée à rendre humaine l'expression de l'efficacité statistique, qui, sans cela, aurait un visage trop nu et brutal.

Sarkozy est, hélas, le meilleur des hommes politiques possibles aux yeux d'une opinion qui ne croit plus qu'en la seule efficacité. Et la détestation collective dont il semble faire l'objet est peut-être, très simplement, une forme d'autodétestation. Son style agace, sans doute. Après tout, il se peut que ce dirigeant s'efface vite (quoique le propre des animaux de son espèce soit de s'adapter, voire de se métamorphoser, c'est même l'une de leurs forces principales). Mais cet homme d'Etat n'est qu'un symptôme sur lequel il est vain de se focaliser, car le mal est profond : l'idéologie de l'efficacité et des objectifs quantifiés nous a menés à une ruine morale. Seuls comptent aujourd'hui les chiffres, les statistiques, les rapports d'activité, les quantifications les plus ténues, projetés en courbes, tableaux et simulations. Ils tiennent lieu d'arguments et de preuves. C'est une nouvelle forme de divinité, d'absolu, face à laquelle la conscience humaine se retrouve sans voix.

Il est pourtant rare que le simple nombre ait raison. Prenons l'une des graves fautes historiques dont la représentation de la nation française s'est rendue coupable : le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, décidé lors de la réunion de la Chambre des députés (celle du Front populaire) et du Sénat. Il est vrai que le poids des sénateurs, massivement à droite et notoirement hostiles à la III^e République, fut décisif ; mais il ne l'est pas moins que, parmi les députés SFIO (l'ancêtre du PS), il ne se trouva qu'une minorité pour refuser cette abdication. On peut bien sûr comprendre que le désir de paix ait été plus fort que tout chez ces hommes, à peine vingt ans après les massacres de 14-18. Pourtant, l'histoire a donné raison à ceux qui, minoritaires, refusèrent de plier, sûrs que le sacrifice humain serait cruel, mais que la France devait poursuivre le combat autrement et ne jamais capituler. C'est grâce à la vérité de ces principes, je ne l'oublierai jamais, que j'ai pu naître à Paris,

dans un pays où mes parents ont pu se connaître et s'établir : un Juif de culture française, naturalisé, mobilisé en juin 1940, pris dans la débâcle, contraint de quitter l'Europe pour échapper aux persécutions d'Etat, devenu porteur d'une mission d'information pour le gouvernement de la France libre en Amérique latine, retourné ensuite au pays qu'il avait dû fuir, et une réfugiée hongroise élevée dans la foi calviniste, fuyant quant à elle un pays détruit et mis en coupe par l'administration soviétique. Si une minorité n'avait pas refusé la loi du chiffre et du nombre, ne s'était pas laissé impressionner par la puissance des machines efficaces et de l'industrie allemandes (qui suscitaient tant d'admiration chez certains écrivains français, dégoûtés par l'amateurisme, la veulerie et l'indiscipline de leurs concitoyens gangrenés, c'est bien connu, par les influences nègres, juives et anglo-saxonnes conjuguées), je n'aurais pas vu le jour.

Aujourd'hui, je vis dans une partie du XVIII^e arrondissement parisien que les spécialistes de l'immobilier considèrent comme acceptable ou, au pire, tout juste correcte. En clair, je me trouve à la frontière d'un autre monde, dont je suis séparé par le fleuve que représente le boulevard Barbès. Les populations de l'autre rive montent jusqu'à nos berges : il y a beaucoup d'Africains, de Maghrébins, de Sri-Lankais, que sais-je encore. Sur les trottoirs du boulevard, des jeunes femmes voilées en quantité. J'entends beaucoup parler arabe. Autour de moi, je ne sais à vrai dire qui est français et qui ne l'est pas. Mais je sais qui a quelque chose et qui n'a (presque) rien.

Ce n'est pas agréable – c'est même souvent imbuvable –, quand on a quelque chose, d'être entouré de gens qui n'ont rien, ou presque. Au coin de ma rue, il y a une épicerie arabo-africaine ouverte toute la nuit, où viennent s'approvisionner en bière et alcools divers traînants – parisiens, banlieusards, touristes désargentés, ivrognes et drogués de toutes origines. Cent mètres plus bas, un commissariat géant, sorte de grande surface de la police, s'est arrogé toutes les places de stationnement, des deux côtés de la rue. Jour et nuit, arrivent et repartent des cars et des voitures de police, de toute forme et de toute sorte ; les sirènes sont fréquentes, résonnant parfois au milieu de la nuit ; policiers au crâne rasé et policières à queue-de-cheval, en tenues diverses, à l'allure de vigiles branchés, stationnent longuement devant l'entrée, téléphonant, plaisantant et rigolant, comme des lycéens ; régulièrement, ils rapportent des sacs remplis de pizzas. (J'y vois aussi rentrer et en sortir des policiers grimés en touristes ou en

racailles pour mieux piéger leurs cibles.) Cent mètres plus haut, dans une indifférence mutuelle, quelques groupes errants, après s'être approvisionnés à cette épicerie, viennent s'asseoir sur des murets ou des pierres de seuil pour boire de longues et étroites canettes de bière, parce que le faire dans un café est trop cher pour eux : des gens dont j'ignore tout, mais auxquels je me suis habitué. Jour et nuit, devant mon immeuble, ou autour, certains boivent, crachent, pissent régulièrement – et pas seulement – entre deux bagnoles (quand ils sont sympas). Au milieu de la nuit, des fous hurlent, des couples se disputent, des ivrognes éructent.

Loin de l'image du « brassage » festif (sur le modèle des yaourts) naguère vanté par des magazines branchés, les communautés de mon quartier se croisent et s'ignorent, transparentes l'une à l'autre, se frôlant comme des bancs de poissons. Un jeune couple d'un « bon milieu », aidé par ses parents, peut y acquérir un deux-pièces à 6 500 euros le mètre carré ; à deux cents mètres de là, dans un grand magasin DIA, d'autres jeunes gens, ceux-là misérables et venus de l'Est, s'offrent des sacs de cent pains au chocolat industriels pour 9,99 euros. Une fois, en plein jour, j'ai vu deux Chinoises se battre presque jusqu'au sang pour le contenu d'une poubelle, juste au moment où une jeune femme soignée sortait de chez elle avec sa poussette. Forcément, la jeune femme à poussette se sent, un jour ou l'autre, effarée et dégradée d'habiter là. Moi-même – pourquoi le cacher ? –, j'ai parfois envie de prendre une lance à incendie et de les faire dégager. Mais que faire ? Trier les populations ? Séparer le bon grain de l'ivraie ? Contrôler sans arrêt le droit des uns et des autres d'être là ? Vérifier qui est étranger régulier et qui ne l'est pas ? Réunir les importuns dans des camps (pardon, des « centres ») ? Les expulser et puis attendre que d'autres ou les mêmes reviennent ? Et d'ailleurs qui peut être sûr aujourd'hui que, parce que ses deux parents sont nés en Seine-Maritime ou dans l'Aude, il ne se retrouvera jamais, un jour, parmi ces gens-là ?

Il paraît qu'on trouve plus de délinquants dans cette population que dans d'autres milieux. C'est tout simplement que leur délinquance est plus visible que celle des autres : il ne s'agit que de la part émergée d'un mal souterrain, plus profond. Mon fils et ma fille, aujourd'hui de grands adolescents, sont parfois invités à ce qu'il est convenu d'appeler des « fêtes » parisiennes : en réalité des séances de beuveries collectives où presque chacun boit, par principe, un quart de litre de vodka ou de gin en vente libre dans les grandes surfaces à 6 euros la bouteille, avant de vomir dans la baignoire ou l'escalier de l'immeuble. Dans ces « fêtes », on se vole des téléphones portables, des lecteurs MP3, des portefeuilles, des

casques de moto, des chaussures, enfin tout ce qu'on peut. Entre « amis ». Sans parler de la dévastation, souvent étonnante, des appartements parentaux où ces groupes se réunissent. Suis-je d'un « bon milieu » ? Les conventions sociales m'ont incliné à penser que oui. Mais ce « bon milieu » est, lui aussi, en train de pourrir sur pied ; par ennui, indifférence, apathie et dégoût, il génère une forme de délinquance creuse sur le modèle de la « délinquance des quartiers » que les enfants de ces « bons milieux » tentent de singer. Attribuer les comportements dits déviants aux populations démunies ou précaires, ou encore d'origine étrangère et donc, bien sûr, douteuse, sans parler de celles entrées clandestinement sur le territoire, est selon moi d'une grande hypocrisie, et même d'une immense malhonnêteté. Mais c'est commode à penser.

Qui suis-je, en résumé ? Un Français problématique aux « deux parents nés à l'étranger », voilà mon identité nationale. J'étais incapable de trouver mon identité littéraire simplifiée : l'administration de mon pays me l'a imposée. Quand on écrit, on attend souvent qu'un sujet s'impose à vous. A vingt et un ans, j'ai écrit le meilleur article de ma vie pour *Rock & Folk* sur le groupe Joy Division. J'ai été mû par une force qui me dépassait : mon esprit, et même mon corps, étaient envahis par cette musique qui m'oppressait, et dont je n'aurais d'ailleurs pas exactement dit que je l'aimais, mais plutôt qu'elle me possédait. Eh bien, à présent, c'est pareil : je suis désormais le prisonnier de mes origines. Je suis possédé par elles. Et simplifié, aussi.

En retournant dans la maison où j'ai grandi, et que mon frère et moi avons conservée après la mort de notre père et de Marguerite, qui lui survécut dix ans, j'ai rouvert les carnets que celui-ci emplissait lorsque j'étais adolescent et que je lisais en cachette pour comprendre quelque chose à cet homme âgé qui me paraissait étrange et insaisissable, avec ses pulls italiens à col roulé et ses grosses vestes en laine à chevrons. Je suis tombé sur un texte qu'il écrivit en septembre 1976, alors qu'il avait soixante-cinq ans et que la maladie de Parkinson, qui devait l'emporter cinq ans plus tard, commençait à ralentir ses gestes et ses pensées. Il faisait le récit, captivant, du voyage à Berlin qu'il accomplit au début de l'année 1933, juste avant l'arrivée des nazis au pouvoir. Il racontait qu'il courait de réunion en réunion, de manifestation en manifestation, pour assister à des bagarres et sentir l'odeur de la guerre civile. Un peu comme je le fis, quarante ans plus tard, lors de manifestations

parisiennes dont les prétextes m'étaient complètement indifférents, dans l'espoir de voir des « autonomes » casser des vitrines et de participer à une excitation collective liée à un désir physique de confrontation (ma déception face à l'aspect convenu et ennuyeux de ces rassemblements me fit courir les concerts punk où, au début, les gens cassaient pour le plaisir de casser, sans slogans ineptes nasillés dans des mégaphones).

A l'heure où j'écris, dans ce coin du nord de Paris en 2010, je suis frappé de la résonance en moi de ce texte que mon père a écrit, lui, il y a trente-quatre ans dans la maison où j'ai grandi et où je retourne parfois.

Je me souviens des réunions à Berlin où sur dix intellectuels d'origine bourgeoise il y avait dix Juifs. Nous étions décidés de faire la preuve de notre loyalisme, nous autres Juifs français. Mais au fond de nous-mêmes était né un doute : étions-nous vraiment des Français comme les autres ? Y avait-il une commune mesure entre un de nous naturalisé et, par exemple, un Suisse ou un Belge naturalisé, ou bien, changeant de catégorie, un Espagnol, un Arménien, un Arabe ? Naturalisés ? Ainsi, les hommes, loin d'être égaux, s'ordonnent sur une échelle de valeurs où tout en bas se trouve le Juif. Il n'est de vigneron ivrogne, de bureaucrate fossilisé, de maître d'école ignorant qui ne se sente supérieur à vous parce qu'il est né, lui, dans les Charentes ou dans la Seine inférieure.

A propos de naissance, je suis né moi, à Constantinople. Cela semble somptueux : la Capitale de l'Empire d'Orient, le Bosphore, la civilisation byzantine. Or il paraît que ce n'est pas bien de naître à Constantinople. Parce qu'on est des Levantins. Levantin, ça fait très laid : gras, le poil luisant, une élégance prétentieuse de mauvais goût, gestes sournois, malhonnêteté profonde. Le Levantin finit par être puni et ce n'est que justice. D'ailleurs, il reconnaît lui-même sa faute et tente de dissimuler ses origines. Mais, il a tort, il a beau s'appeler Rémy au lieu de Assayas, on le déniche toujours. Maintenant j'ai soixante-cinq ans. Les jeux sont faits. Je peux jeter le masque. Levantin, je disais. Doublement levantin puisque l'origine de la famille de ma mère, les Ben Nahmias, était de Salonique. Ils étaient juifs de nationalité et parlaient le ladino, ce jargon ibérique que les émigrés raciaux avaient emporté avec eux d'Espagne. Anciens marranes, ils furent plusieurs centaines de mille à abandonner leurs maisons, leur travail, les tombeaux des ancêtres, pour demeurer fidèles à leur foi. Aujourd'hui les persécutés raciaux renieraient leur peuple presque à 100 % s'ils étaient sûrs de s'en tirer à si bas prix (le

prix d'un reniement de leur foi). Ces centaines de milliers de Juifs espagnols ont tout abandonné, tout perdu, risqué les tortures de l'Inquisition pour rester fidèles à leur croyance. Il y a de quoi être fier d'avoir de tels ancêtres. (...)

Nous étions protégés français. Grâce aux capitulations les puissances occidentales avaient imposé aux Turcs le respect de leur protection à un certain nombre de ressortissants qui donnaient ainsi à leurs assises une base plus vaste. Des citoyens ottomans avaient sollicité cette faveur. Parmi eux de nombreux Juifs, perpétuellement inquiets pour leur sécurité. Dont mes grands-parents. Les protégés français étaient considérés comme des nationaux. Pourquoi avaient-ils choisi la France ? N'oublions pas le prestige dont jouissait Paris auprès des élites du monde entier. Le pays épris de liberté, le pays sensible, généreux. Celui dont la culture était la plus répandue. Le pays, aussi, où les femmes ont le plus de piquant, où l'on peut dire des cochonneries sans tomber dans la vulgarité, où l'on a de l'esprit jusqu'au bout des ongles. Le pays de la mode, de la poésie, du théâtre, de la peinture.

Je suis bouleversé de relire ce texte après toutes ces années. Mon père est mort il y a près de trente ans et moi-même, je m'approche lentement mais sûrement de l'âge qu'il avait quand il a cherché à se retourner sur sa vie passée. Il n'a jamais mené à bien ce projet de mémoires, entrepris sur le tard, alors que la maladie ralentissait son corps, rigidifiait ses mouvements, brouillait son élocution et lui engourdisait l'esprit.

Je me rends compte, en relisant et recopiant ces lignes, qu'elles m'ont marqué en profondeur, plus que je ne pensais. Mon père écrivait son journal dans des cahiers bleus Atlas à spirale. Il m'arrivait de fouiller dans son cartable (qu'il appelait sa « serviette ») alors qu'il s'était brièvement éloigné. J'entrouvrais, un peu tremblant, le cahier qu'il avait en cours, sans oser le sortir tout à fait. Je tentais d'en déchiffrer quelques lignes, le cœur battant, craignant d'être surpris par son retour. Mû, sans doute, par la curiosité malsaine de savoir ce qu'il pensait de moi, j'y grappillais quelques brèves notations, trop neutres à mon goût (je me rappelle, par exemple : « Michka a scié les branches de l'abricotier », c'était vrai, mais décevant), mais aussi des aveux d'une écrasante sincérité dont je ne savais alors que faire. J'ai lu certains écrits de mon père comme on lit *L'Education sentimentale* à dix-huit ans (ce fut mon cas) : trop tôt, trop jeune, sans expérience, mais, en même temps, à l'âge parfait pour en recevoir une impression profonde et durable.

A présent que j'ai perdu toutes les peaux dont je me suis couvert dans ma vie adulte, je ressens à nouveau en moi la présence de cette marque d'origine, alors transparente et insensible, aujourd'hui sèche et figée. Je me sens tout nu. Toutes ces histoires de juif, étranger, naturalisé, français ne pouvaient me concerner : à cet âge-là, on ne veut surtout pas être de sa famille et encore moins de ses origines, mais seulement de son temps. Et puis, ces confessions morbides, je les mettais sur le compte de l'âge de mon père, de sa maladie qui faisait remonter à la surface toutes sortes de névroses qui ne me concernaient pas. Aujourd'hui, la question : « Etions-nous vraiment des Français comme les autres ? » resurgit en moi comme une maladie familiale dont je suis condamné à porter les stigmates. Ce livre n'est ni une confession ni une thérapie, mais le surgissement de ma conscience face à un destin qui, brusquement, m'écrase.

Jamais je n'ai entendu mon père se faire appeler « Monsieur Assayas ». Pour tout le monde il était « Monsieur Rémy » et ses amis l'appelaient « Jacques ». Il avait adopté ce nom parce que, dans le cinéma français où, au milieu des années 30, il avait commencé un apprentissage d'assistant-metteur en scène, un de ses camarades lui avait conseillé de ne pas attirer l'attention avec un nom à consonance étrangère, considéré comme « imprononçable » ou « à coucher dehors ». Au retour de mon père à Paris, après guerre, un comédien dénommé Constant Rémy (de son vrai nom, lui) le prit à partie sur le plateau d'un tournage et menaça de le poursuivre en justice pour lui avoir volé son identité. « Ce pauvre Constant datait », se rappela mon père dans l'amorce de ses mémoires, relevant qu'après l'évaporation du régime de Vichy (que certains semblaient regretter encore à la fin des années 40), cet homme aurait le plus grand mal à obtenir gain de cause et à l'empêcher d'usurper l'identité d'un « bon Français ».

Enfant, j'appris très vite le sens du mot « pseudonyme ». J'étais plutôt fier que mon père en ait un : après tout, Bob Dylan avait choisi d'occulter son nom véritable de Robert Zimmerman. A la maison, il y avait dans le bureau de mon père un annuaire professionnel en deux volumes : l'« ABC du cinéma ». J'aimais le feuilleter, au retour de l'école (il n'y avait pas grand-chose de mieux à faire, la télévision n'émettait pas de programmes l'après-midi au début des années 70, autrement, je faisais des châteaux de cartes). Je m'amusais à y chercher les dates de naissance et les véritables identités de certains comédiens connus. J'appris, par exemple, que

Jean Marais s'appelait de son vrai nom Jean Villain-Marais et Maurice Ronet, Maurice Robinet. Les articles étaient de simples fiches techniques, rédigées en style télégraphique. Mon père était dedans : « RÉMY (Jacques), né Raymond Assayas », avec la liste des films dont il avait écrit les scénarios, suivie de notre adresse, Montabé par Limours (Seine-et-Oise), et de notre téléphone : le 146 à Saint-Rémy-lès-Chevreuse (personne, dans mon souvenir, n'utilisa ce numéro comme ça, pour rien : appeler quelqu'un était encore un acte solennel, parfois sacré, et les appareils téléphoniques de petites enclumes noires avec lesquelles on pouvait assommer quelqu'un). J'étais un peu déçu qu'il n'y ait pas la photo de mon père dans cet « ABC du cinéma ».

La notion de pseudonyme me fascinait. Ces transformations me captivaient, je les apprenais par cœur, comme la kabbale. J'étais fier d'avoir accès à ce savoir ésotérique. Ce démon s'est durablement emparé de moi. J'ai vite éprouvé un frisson particulier à découvrir les véritables identités de certains chanteurs au prestige pour moi surnaturel. Je les retenais par cœur : Iggy Pop, de son vrai nom s'appelait Jim (James) Osterberg, Marc Bolan était Mark Feld.

A propos de Bob Dylan, un détail me revient : dans le texte de présentation en français, imprimé sur la pochette du double album *Blonde on Blonde*, l'auteur anonyme avait mentionné le nom d'un musicien d'origine polonaise, Henry Strzelecki, à la suite duquel il avait écrit entre parenthèses : « A vos souhaits ! ». Il y avait donc des noms susceptibles de sonner de façon laide ou ridicule aux oreilles d'un Français de 1966. Assayas en était peut-être un. L'histoire qui suit, en tout cas, le suggère, même si c'est de façon contournée, et même paradoxale. Au début des années 50 à Paris, c'est sous le nom de Jacques Rémy que mon père fut présenté à ma mère. Pas encore mariés, ils allèrent tous les deux rendre visite à un lointain parent de mon père, également nommé Assayas, établi comme médecin à Paris. Quelques jours plus tard, ma mère demanda à mon père de lui rappeler comment s'appelait, déjà, ce médecin au « nom horrible ». Mon père dut lui faire un aveu, et ils en rirent beaucoup. En ce temps-là, on pouvait, et parfois même il fallait effacer et nier ses origines : nouveau nom, nouvelle identité, nouvelle vie. On pouvait dissoudre le passé, puisque l'avenir était tout. Aujourd'hui, c'est l'inverse, notre pays a rétréci. Il n'y a plus d'avenir, juste des origines.

Ainsi, je suis le fils d'un usurpateur d'identité, d'un homme qui s'inventa un nom qui n'était pas le sien – et me transmet pourtant

celui qu'il avait abandonné. Quand j'y pense, mon prénom aussi est un étrange symptôme. Mes parents choisirent de me prénommer « Michka » (c'est moi qui ai décidé de l'orthographier ainsi, comme il se prononce). Les Hongrois l'écrivent *Miska*. C'était, en l'occurrence, le petit nom qu'utilisait Katus (Koâ-touche), la femme de l'homme d'Etat Michel Karolyi (*Károlyi Mihály* – en hongrois, on met naturellement le nom en premier, comme le font en France les services administratifs et les gens qui veulent se faire bien voir d'eux), pour s'adresser à son mari. Ma mère avait épousé à la fin de la guerre son neveu Pista (diminutif d'István, soit Etienne) et nourrissait autant d'admiration que de reconnaissance envers cet oncle par alliance nommé ambassadeur à Paris, qui l'avait aidée à son arrivée en France comme réfugiée (ma mère prononçait « reu-fugiée »).

A la maison, on m'appelait « Michka » ; c'était aussi le cas de nos voisins et des amis de mon père qui nous rendaient visite. Mais l'état civil, en 1958, n'acceptait que les prénoms du calendrier : on me déclara donc sous le prénom de « Michel », et c'est l'identité sous laquelle toutes les administrations, de l'école primaire à la Sécurité sociale, m'ont toujours désigné. De l'école communale au lycée, mes camarades ne connaissaient que « Michel ». Ceux et celles qui atteignaient un degré d'intimité particulier finissaient par m'appeler Michka, mais très peu : beaucoup trouvaient ça bizarre et n'osaient pas. « Michel », pour moi, était un autre, et cet autre n'existait que quand j'étais loin des miens. Quand j'ai commencé à publier sous le prénom de Michka, sans doute ai-je voulu, inconsciemment, montrer que celui qui écrivait des textes crispés sur Elvis Costello ou New Order était un autre que celui qui remplit une feuille de Sécurité sociale : un enfant venu d'ailleurs, échappant au contrôle des administrations, écoutant seul ses disques dans sa chambre d'enfant et feuilletant des magazines de musique anglais dans un état de recueillement sacré, sans que personne le voie.

En signant Michka Assayas, j'ai minimisé, voire effacé, l'existence de Michel Assayas. Celui-ci venait pourtant de se faire ouvrir les portes d'une carrière professionnelle sérieuse en réussissant, non sans une certaine surprise, un concours de l'Education nationale, celui de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud. Les ami(e)s de mon père étaient impressionné(e)s. Dès que je prononçais ce mot de « Normalien », un respect presque incrédule s'abattait sur ma personne. Pourtant, j'étais loin de le partager. Pour le khâgneux moyen que j'étais au lycée Henri IV, censé préparer le concours, plus prestigieux, de la rue d'Ulm, Saint-Cloud était censé être un « concours facile ». Je l'avais passé pour assurer mes arrières (y

réussir vous faisait accéder pour une durée de quatre ans à un excellent salaire d'élève-professeur) dans l'attente d'un « autre chose » que je percevais de façon brumeuse. Je mettais un espoir flou mais intense dans l'émergence d'une modernité bouillonnante quoique insaisissable, me réjouissant de sentir couler en moi le sang glacé d'une lucidité méchante qui détruisait les rêveries doucereuses de mon enfance. Je me projetais dans un présent éternellement intense et destructeur, voire autodestructeur, où je ne savais absolument pas comment j'allais m'inscrire, dans lequel mon frère commençait lui-même à se projeter via des productions graphiques, avec un succès encore peu éclatant. Le climat qui régnait dans les khâgnes était desséchant ; à quelques rares (et remarquables) exceptions près, les professeurs étaient de vieux fossiles empêtrés dans des dogmatismes archaïques, conservateurs ou staliniens (à mes yeux, c'était pareil : les uns avaient des complets bleu pétrole pompidoliens et sentaient l'eau de Cologne, les autres portaient des cols roulés acrylique vert pistache et des vestes de laine épaisses avec, aux coudes, des empiècements en vachette). C'était déjà le mal français : les étudiants étaient contents d'eux, persuadés d'appartenir à une élite. On les encourageait à pérorer avec assurance et autorité et à faire des « topos » sur des sujets auxquels ils ne connaissaient rien, selon des « plans » clairs et parfaitement construits ; dès que le prof avait le dos tourné, ils ricanaient dans leur barbe de la réussite de leur bluff. Quand on observe la vie politique française, on s'aperçoit que c'est exactement la même chose. Il régnait chez la majorité de ces garçons et filles une autosatisfaction étroite et provinciale, une absence de curiosité et un mépris tranquille pour ce qui n'appartenait pas à leur monde et n'était pas endossé par des autorités moralo-intellectuelles, philosophiques ou politiques. Ce climat fut pour moi repoussant, comme pour les quelques camarades que j'y ai gardés, qui ont soit pris la fuite, soit choisi un statut marginal. (Je ne parle pas de ceux qui ont passé l'ENA et travaillent aujourd'hui à Bercy, dans la banque ou à la SNCF, et dont je repense avec attendrissement à la passion, qui pouvait alors m'agacer, pour le groupe disco-funk Chic.) Mon rédacteur en chef à *Rock & Folk*, Philippe Paringaux, me regarda un jour avec des yeux perdus quand je lui dis que je préférais écrire pour son magazine plutôt que suivre un parcours long et patient qui ferait de moi un mandarin de l'université française. Il tira une bouffée de la cigarette blonde qu'il tenait dans ses longues mains féminines et regarda longuement au plafond avec un pâle sourire ironique : « C'est la revanche des médiocres... »

Jacques Rémy s'était inscrit au Rotary Club de Chevreuse. Le Rotary organisait des réunions où, parfois, « les dames » étaient conviées, à l'auberge Le Bascou, à Chevreuse. Cette fréquentation devint vite pour mon père une hantise. Régulièrement, il annulait sa participation, prétextant des maladies ou des contraintes de dernière minute. Comme il avait travaillé pour le cinéma avant de se recycler à la télévision – la Nouvelle Vague, sorte de révolution punk, avait balayé le système auquel il appartenait ; je me souviens d'ailleurs qu'il considérait Godard comme un fils à papa et une invention des snobs (un jugement étroit mais pas entièrement infondé), et Truffaut comme un type qui, à trente ans, était déjà imbu de lui-même à un degré insupportable (ce n'était pas tout à fait inexact non plus) –, il lui arrivait de convier à déjeuner le dimanche des vedettes de l'époque, comme la comédienne Claudine Auger (qui fut « James Bond girl » dans *Opération Tonnerre* et, un dimanche soir, me borda dans mon lit) et même Jean Marais. Comme mon père avait créé avec le réalisateur Claude Boissol la série du dimanche soir « Les Globe-Trotters », il jouissait d'un grand prestige dans notre commune rurale. Il s'était fait élire conseiller municipal à Boullay-les-Troux. Comme pour le Rotary, il croyait que cela faisait partie des contraintes liées à une nécessaire assimilation pour un Français fraîchement naturalisé (une trentaine d'années, c'était peu), estimant indispensable d'être coopté par un cercle de petits notables locaux, comme sans doute son propre père l'avait fait à Milan. Le résultat fut mitigé. Mon père, profondément séducteur, et à certains égards obsédé sexuel, charmait souvent les dames de la bourgeoisie et de la petite aristocratie locale (il en restait), seulement il se retrouvait à des dîners où les nobliaux et propriétaires locaux déchaînaient parfois leur antisémitisme, sans imaginer une seconde que Jacques Rémy « en était ».

A ce stade, il faut que je parle de mon lien avec mon frère aîné Olivier, devenu cinéaste à la fois comme mon père et pas du tout comme mon père. Je l'adorais. Il était tout pour moi. Bien plus agile, il montait tout en haut des arbres, alors que, moi, arrivé péniblement à mi-hauteur, j'étais pris de vertige et redescendais. Il montait aussi sur le toit de la maison, je n'osais pas enjambrer la fenêtre. Il faisait la roue, je n'y arrivais pas. A vélo, il allait plus vite que moi. A la course à pied aussi. Dans sa petite chambre, il dessinait et peignait à la gouache et à l'acrylique sur de grandes feuilles Canson des bandes dessinées. Il faisait aussi des dessins à la plume, dans un style qui finit par se fixer quelque part entre Topor et Edward Gorey. Il peignait également des toiles à l'huile, sur

châssis, d'un genre abstrait que je n'arrive pas à définir autrement que comme du fantasmagorique abstrait précolombien, très inspiré par un peintre de nos voisins, sorte de Chagall mexicain, un petit homme adorable et frêle et à l'élégance déglinguée qui, avec ses chemises blanches sans col, évoquait un peu un Keith Richards latino-américain. J'étais surtout enivré par l'odeur incroyablement forte qui se dégageait des toiles qu'Olivier venait de peindre et des taches longtemps indélébiles de la peinture à l'huile, qu'il fallait nettoyer sur ses doigts avec du Vim puis gratter sur la peau avec un couteau. Un été, ma mère l'entraîna à Saint-Paul de Vence, où, grâce à son lien privilégié avec Malraux, elle put rencontrer Marc Chagall. Quand ma mère dit à Chagall « Mon fils Olivier peint, lui aussi », mon frère me raconta qu'il voulut disparaître sous terre. « Où peignez-vous ? », lui demanda Chagall. « Je peins dans ma chambre », répondit-il avec simplicité, une réponse que le vieux maître trouva apparemment hilarante. Il n'y avait aucun domaine où je pouvais rivaliser avec Olivier. Ses copains étaient plus vifs, plus insolents que les miens. Je jugeais les miens d'après les siens et je ressentais, immanquablement, qu'ils n'étaient jamais à la hauteur. Il vivait dans un monde supérieur que je contemplais d'en bas, moi, le petit frère.

A douze ans, je dus subir une grave opération, dans l'inconscience propre à cet âge. Une radio de mon torse avait révélé une anomalie. Le médecin scolaire inscrivit sur ma fiche « gros cœur », ce qui rendit perplexe notre médecin de famille. Ma mère était toujours sur le pont dès que mon frère ou moi étions malades (ces maladies, graves ou non, provoquaient chez mon père un constant effroi, il semblait les considérer avec une impuissance catastrophée). Ma mère, malgré le fait qu'elle « travaillait à Paris », s'organisait pour venir nous voir au milieu de la semaine. Elle apportait des friandises, des cadeaux, des jeux et restait avec nous. Sa présence était une fête. Je peux dire que jamais je n'ai attrapé une maladie sans que la douleur, le malaise ou l'ennui dans lesquels celle-ci me plongeait soient atténués par la perspective que ma mère viendrait vite me consoler. Mais cette fois-là, non : je n'étais pas malade, je ne sentais rien. Je n'y comprenais rien, ni, d'ailleurs, personne autour de moi. Mais j'obéis. Mes parents obéirent. Ma mère m'emmena chez un pédiatre à Paris. Je ne savais même pas que ça existait, un pédiatre. Le pédiatre, un homme très doux et gentil, je me rappelle son nom, le docteur Kaplan, avait des cheveux blancs en brosse. Il portait de grosses lunettes dont la monture noire semblait faite de la même matière que les téléphones (la bakélite), un peu comme

le chanteur Roy Orbison. Perplexe, il m'expédia chez un cardiologue, qui lui-même m'expédia chez un autre, et ainsi de suite. C'était assez distrayant. Tous ces médecins avaient un point commun : leurs cabinets étaient situés dans les beaux quartiers. Les salles d'attente étaient gigantesques, avec de grandes glaces. J'étais impressionné par les ascenseurs aux cages brinquebalantes, aux parois de vieux bois verni dont j'adorais l'odeur. Devant les grandes doubles portes peintes en vert sombre de ces appartements au plafond étonnamment haut, j'étais fasciné par les paillassons épais où les initiales du médecin étaient marquées au pochoir, à l'encre noire ou rouge : « A K », « Dr I-A », « Pr R D ». Dans mon souvenir, tous ces médecins étaient des vieux très dignes, tout raides dans leurs blouses blanches immaculées elles-mêmes toutes raides. Au bout du sixième, je crois bien, la série s'arrêta.

Il fallait qu'on m'opère, je ne sais plus trop comment je l'appris, je ne suis même pas sûr de l'avoir clairement compris tout de suite. On dut expliquer à ma mère que « Michel » avait une tumeur qui « se promenait entre le cœur et le poumon ». Je me rappelle cette formule, je ne sais plus quand je l'entendis pour la première fois. Tout cela, pour moi, se mêle étrangement aux courses de vêtements chez Manby, un magasin pour les jeunes gens de bonne famille (catégorie dans laquelle, ancien élève de l'école communale de Boullay-les-Troux, je ne pouvais me ranger) qui se trouvait, je crois, avenue de la Grande-Armée. Dans mon souvenir, il fait nuit, c'est l'hiver, il y a des flaques noires sur les trottoirs. Ma mère trouvait Manby « chic ». Avec elle, c'était une sentence sans réplique. Selon la valeur accumulée des vêtements achetés, la vendeuse nous offrait des « dollars Manby ». Ces dollars offraient des entrées gratuites au Jardin d'Acclimatation et au cinéma le Napoléon sur les Champs-Élysées (quand, après la mort de ma mère, je dus vider son appartement, j'en retrouvai au fond d'un tiroir dans une commode – de grands billets vert et blanc avec un dessin de chef indien en grande coiffe au milieu). Ces séances d'essayage et d'achat de vêtements soulevaient des crises : ma mère faisait une grimace de dégoût, presque de douleur, dès que nous marquions notre choix pour une couleur ou un motif qui lui déplaisaient. Elle nous imposait ce que nous jugions le plus vieux et le plus terne. Nous sortions de la cabine d'essayage avec une tête de condamnés à mort. Ma mère se tournait alors vers la vendeuse et s'exclamait « Excellent ! » ou « Très chic ! », ne lui laissant d'autre choix que de partager son enthousiasme impérieux. Mon frère se rebellait, ce que je n'osais encore faire. Je me rappelle pourtant qu'un jour de départ

en vacances, je fus moi-même saisi d'une crise de rage : pour le voyage en auto, ma mère avait voulu m'imposer un bermuda à fleurs à motif psychédélique et des sandales avec des chaussettes montantes alors que j'avais déjà près de douze ans. Je n'ai accédé que plus tard aux boutiques modernes Western House ou Newman, qui me faisaient rêver ; surtout, je n'ai pu porter qu'à l'âge de treize ans mes premières chaussures non-orthopédiques, des Clarks en daim qui furent ma possession la plus précieuse.

Il fallut s'enquérir d'une clinique et d'un chirurgien. Ma mère prit les choses en main et demanda conseil au cardiologue de Malraux, le professeur Slama. Aucun domaine, pour elle, n'échappait à son idée du « chic ».

Je quittai mon collègue d'Orsay un vendredi après-midi de janvier, avant la fin des cours, annonçant à mes camarades que j'allais chez le dentiste, ce qui d'ailleurs était vrai. Sauf que je n'y remis pas les pieds avant trois mois. Quand j'y retournai, on me raconta qu'à chaque fois qu'un prof faisait l'appel de mon nom, il y en a un qui criait « chez le dentiste ! », suscitant l'hilarité générale.

Je dus me préparer à cette opération dans une certaine inconscience, en tout cas dans le flou. Etrangement, je me rappelle avec précision la date de l'intervention : le 4 février 1971. Quand je l'appris, je ressentis, paradoxalement, une forme de soulagement. Je vis, pour ainsi dire, disparaître de devant mes yeux la perspective d'un cauchemar – un peu comme, par miracle, dans un film d'épouvante, un personnage, sûr qu'une catastrophe inévitable est sur le point de s'abattre sur lui, serre les poings et ferme les yeux, crispant sa bouche grande ouverte dans un spasme muet d'épouvante, attendant que l'horreur fonde sur lui, s'éveille tout à coup, par enchantement, dans une chambre confortable aux murs blancs, une grande fenêtre ouverte sur de belles frondaisons où pépiaient des oiseaux invisibles. Depuis la rentrée de janvier, une hantise me tordait les entrailles : la contrainte de rendre un devoir de sciences naturelles. Tous les élèves de notre classe de cinquième devaient chercher dans les bois, en plein hiver, des feuilles mortes aux contours variés (dentelés, crénelés...), et les coller dans un cahier, selon des instructions d'une précision pour moi décourageante, pour ne pas dire désespérante. J'avais la certitude que n'y arriverais pas : non, jamais je n'arriverais à reconnaître ces

feuilles dégoûtantes et puantes pourrissant sur le sol, je pourrais y passer des heures et des nuits que je n'y arriverais toujours pas, personne ne pouvait m'aider, c'était fini, j'étais condamné, et le jour de remettre ce devoir, mon cahier serait blanc, vierge, il n'y aurait rien à la page prévue. Mon professeur de sciences naturelles, Monsieur Ménieux, se mettrait à hurler, il lèverait la main sur moi, me frapperait, m'humilierait en public, me renverrait de la classe, et c'en serait fini de moi, personne ne pourrait me sauver de cette chute dans le vide. Je vois encore le visage cruel de cet homme épouvantable, j'entends encore sa voix nasillarde et ses cris de menace, je ressens encore dans mon corps sa violence de dogue, toujours prête à jaillir, et je ne peux évoquer son nom, Monsieur Ménieux, qui s'accordait si bien avec sa petite taille, sa raideur mesquine, sa figure crispée et son petit corps tendu sanglé dans sa blouse blanche, sans ressentir une terreur glacée, comme celle qu'on éprouve face à l'apparition d'un médecin nazi dans un film en noir et blanc. Je me voyais comme Michel Piccoli dans une adaptation du *Dom Juan* de Molière que j'avais vue en famille à la télévision un samedi soir ; Piccoli, en costume d'époque, culotte bouffante, pourpoint, une fraise autour du cou, tournoyait dans le vide intersidéral à la façon d'un cosmonaute dont on a coupé le cordon ombilical le reliant à sa fusée, image qui signifiait son envoi en enfer par la statue du Commandeur. Et c'était ça : je me voyais en enfer. Apprendre que finalement, non, cette scène n'aurait pas lieu, qu'elle n'aurait jamais lieu, fut pour moi un soulagement inespéré, un coup de théâtre trop beau pour être vrai. A la place, j'allais faire un voyage dans l'inconnu qui me dépassait complètement, mais dont j'étais flatté d'être le héros. Ce n'est pas n'importe qui qui allait se faire opérer à douze ans pour quelque chose de bizarre – une intervention à laquelle je ne comprenais rien. C'était bien plus fort que les amygdales ou l'appendicite.

La veille d'entrer à la clinique, je dormis chez ma mère dans « l'alcôve » de son appartement. Les murs étaient tendus d'un tissu orange souillé par des traces marronnasses causées par les infiltrations régulières. Quand je dormais chez elle, je me réveillais souvent le premier. Je montais l'immense escalier de marbre gris et blanc moucheté, à la belle rampe tubulaire de cuivre, qui menait à sa petite chambre, et me blottissais dans le lit contre elle. Elle sentait le sommeil, son ventre gargouillait à n'en plus finir sous sa chemise de nuit rose pâle, nous en riions ensemble.

Je ne revois rien de cette nuit précise. Quand je dormais chez ma mère parce que je devais aller, par exemple, chez le dentiste tôt le matin, Maman me servait un chocolat chaud sans lait, juste une poudre diluée dans de l'eau chaude, dans un pot en argenterie – un goût austère que je n'ai jamais retrouvé depuis. Mais ce qui me revient, à présent, c'est une tout autre nuit : celle du lundi 30 au mardi 31 octobre 2006. Vingt-cinq ans, au moins, après la dernière que j'ai dû passer chez ma mère, je suis resté étendu, sans pouvoir dormir, sur le lit de cette même « alcôve ». Ma mère vivait seule dans son appartement. Depuis des mois, elle ne sortait plus et n'avait plus goût à rien. Au téléphone, elle semblait indifférente à tout, y compris à mes appels, il est vrai peu fréquents. Mon frère Georges avait essayé de la joindre plusieurs fois dans les deux derniers jours, mais elle ne répondait plus. Malgré un pressentiment, j'étais allé voir ce soir-là le chanteur Philippe Katerine à l'Olympia. Il avait fait venir sur scène, en bouquet final, toute une troupe de majorettes, avec bâtons et uniformes, pour une reprise de sa son tube « Louxor j'adore » (« J'adôore... regarder danser les gens »). A la sortie du concert, j'écoutai le message unique sur mon répondeur. Georges disait d'une voix étranglée : « Les nouvelles concernant Maman sont très, très mauvaises. » Je fis le numéro de son appartement, avec, déjà, une sorte de nausée. Ce fut Olivier qui me répondit : « Maman est morte. » Presque les mêmes mots que vingt-cinq ans plus tôt : « Papa est mort. » Je dis alors exactement, moi aussi, les mêmes paroles : « J'arrive. »

J'avais imaginé tant de fois la mort de ma mère, sans pour autant qu'une image précise s'impose. Si, une, quand même. Je la voyais en robe de chambre, chutant de la plus haute marche de son immense escalier de marbre, dégringolant, se fracassant la mâchoire, les dents cassées, le visage gonflé, bleui, défiguré. Je voyais des fractures partout, une ambulance, de cruelles opérations de microchirurgie, une lente agonie, des tuyaux, des rendez-vous désespérants avec des médecins ennuyés, des odeurs d'hôpital.

Georges avait fait venir les pompiers qui forcèrent la fenêtre de sa petite chambre du premier étage de l'atelier, donnant sur l'impasse. Ils la retrouvèrent étendue sur la moquette au pied de son lit, dans sa robe de chambre rouge. Elle avait eu le temps de se lever, d'ouvrir la porte des toilettes, de vomir dans la cuvette, de ressortir et, boum, elle était tombée raide.

La mort de ma mère a déclenché en moi une étrange réaction. J'allais presque écrire : de reconnaissance, au plein sens du terme. D'une certaine façon, j'ai ressenti que j'approuvais et, même, admirais sa façon de mourir ; plus encore, j'ai vu dans cette mort la

préfiguration de la mienne, celle en tout cas que je souhaite avoir. Je ne peux oublier celle de mon père, entraînée par des années d'affaiblissement, de rigidité corporelle et de déliquescence mentale, qui restent pour moi la preuve même de l'existence de l'enfer sur terre.

Ainsi, cette nuit du lundi 30 au mardi 31 octobre 2006, la veille de Halloween, l'avant-veille de la Toussaint, l'avant-avant veille du jour des Morts et de mon quarante-huitième anniversaire (l'âge le plus inadapté à la moindre fête, puisque, dans ce banal entre-deux de la vie, on a dépassé depuis longtemps les années marquant l'entrée dans des âges d'une nouveauté excitante, tout en restant encore éloigné de ceux-là, soixante-quinze, quatre-vingts ans ou plus, que votre entourage s'attendrit de vous voir atteindre), je la passai dans le même petit lit situé dans l'alcôve, où, comme je l'ai précisé, je n'avais pas dû m'étendre depuis au moins vingt-cinq ans, alors qu'en haut de l'escalier de marbre, à l'étage, on avait couché ma mère sur son lit, le visage déformé dans une grimace qui l'aurait fait rire elle-même si elle l'avait vue, son dentier chassé par un spasme qu'elle avait dû avoir au moment d'expirer. Resté seul dans l'appartement après le départ de mes deux frères accompagnés de leurs femmes, je me demandai si j'oserais monter et traverser sa chambre pour aller pisser, le WC se trouvant dans un réduit prolongeant cette pièce. Finalement, je me dis qu'elle aurait été dégoûtée que je pisse dans le bidet de la salle de bains au rez-de-chaussée. Je décidai finalement que oui, je pisserais là-haut, que, oui, je traverserais la chambre où Maman était étendue morte sur le lit où, le matin, elle faisait ses patiences sur sa vieille planche à dessin, où j'avais dormi blotti contre elle, que oui, j'aurais le courage de passer devant ce corps qui était celui de ma mère pour pisser dans le petit WC à la porte en bois sombre sculpté, à l'intérieur duquel elle avait accroché une jolie lettre calligraphiée du couturier Paul Poiret ainsi qu'une gravure exposant, dans un catalogue de vente anglais de l'époque victorienne, une étonnante variété de culottes d'hommes faites pour le sport et la chasse, signe de son amour pour le chic contraint qu'elles représentaient et le mode de vie aristocratique désuet que, à peine l'avait-elle connu toute jeune femme en Hongrie après son premier mariage, elle avait vu s'évaporer. J'étais donc passé devant le cadavre de ma mère, dont le visage tordu émergeait des couvertures, en serrant les dents, comme je le faisais, enfant, pour descendre la partie sans éclairage de la petite route qui me menait chez moi, une pente au milieu des bois, une fois que l'autocar m'avait déposé à l'arrêt de Montabé. La seule façon de traverser cette chambre, c'était de parler à ma mère, de ne pas faire comme si elle se confondait avec ce macchabée

grotesque sommairement grisé à son effigie. Ce qui était dur, c'était de faire le lien entre les deux, d'admettre que l'un était l'autre. A la fois, ce cadavre grimaçant me disait : « Regarde, ta mère, c'est ça » ; mais aussi, et sans doute était-ce là le plus cruel, ma mère, cachée en un lieu invisible, me disait : « Eh bien oui, cette vieille peau refroidie à la mâchoire de travers, c'est moi. » En passant devant elle, tandis que je retenais ma respiration, j'adoptai ce ton nerveux de jeu qui nous était familier, où je la vouvoyais pour rire, comme si nous étions deux comédiens d'un sketch d'autrefois, à la Poiret et Serrault, et lui criai, en la regardant avec une colère que je croyais feindre, et qui en fait était bien réelle : « Vraiment, quelle idée stupide de faire ça ! Oui, parfaitement, c'est stupide ! » Sur le vieux lino du cabinet de toilettes, restaient encore deux Kleenex froissés dans lesquels elle s'était mouchée. Je n'eus pas le courage de les ramasser.

En janvier 1971, ma mère et moi avons dû arriver à la nuit tombée à la clinique Henri-Hartmann, boulevard Victor-Hugo à Neuilly, une ville où je n'avais jamais mis les pieds. Elle venait alors d'acheter une Fiat 850 Special de couleur bordeaux, dont j'aimais le volant en bois clair, aux deux rayons de métal noir à larges trous où je m'amusais à glisser les doigts, et les sièges de Skai noir. Je me rappelle encore avoir guidé ma mère en étalant sur mes genoux un plan de Paris très usé offert par les Galeries Lafayette, aux couleurs bleu ciel et rose pâle assez délicates, où tout le quartier de l'Opéra était occulté par une immense reproduction du grand magasin, figuré en relief à une échelle disproportionnée.

J'imagine qu'on nous a conduits à la chambre, moi avec ma petite valise écossaise. Ma mère avait prévu de dormir près de moi la veille de l'opération. Je me rappelle juste le chirurgien, le professeur Jean-Paul Binet, un genre d'adulte qui aimait faire le clown avec les enfants. Alors qu'il faisait encore nuit, on alluma la lumière de ma chambre, on me réveilla et on m'emmena. Devant le billard, le professeur était prêt, dans un costume blanc de magicien farceur. Il me fit compter jusqu'à trois ou quatre, je ne sais plus, et puis rien.

Quand je repris conscience et rouvris l'œil, la première vision que j'eus fut celle de mon frère Olivier par la porte entrebâillée de la chambre, dans l'attitude de quelqu'un qui se fige, pris en faute. J'entendis un « Chut ! » et vis le visage préoccupé d'une infirmière, assise près de moi, mais c'était trop tard : Olivier m'avait réveillé et je l'avais vu. Ce fut pour moi une sensation étrange. J'éprouvai en même temps la plus grande joie dont je pouvais rêver, voir mon

frère qui, toujours, me manquait, et dont les retours à la maison étaient pour moi la source d'un bonheur intense ; en même temps, je ressentais une fatigue qui m'écrasait, un épuisement infini qui me donna l'impression d'être devenu un autre, comme un scaphandrier terrassé englouti au plus profond des eaux. J'éprouvais une douleur intense juste en dessous des côtes, à droite : on m'avait fixé au moyen d'un hameçon un petit tuyau jaune pâle, couleur pisse, pareil à celui qui alimente en essence les moteurs de mobylette. Ça crachotait et ça faisait atrocement mal, on m'expliqua que c'était un « drain ». Je toussais, et à chaque fois que je toussais j'avais très mal. J'étais assis sur plusieurs oreillers redressés, je ne pouvais pas bouger, j'avais l'impression d'avoir la poitrine écrasée sous une enclume.

On m'expliqua que le chirurgien m'avait scié en deux. Ma cicatrice en demi-cercle courait du centre de mon torse à mon dos. Il avait fallu m'écarter deux côtes pour retirer une tumeur qu'on me décrivit « grosse comme un pamplemousse ». Quand on m'expliqua qu'il s'agissait d'une « tumeur bénigne », à l'origine une glande de croissance, le thymus, qui, normalement, se résorbe, mais qui, dans mon cas, n'avait pas complètement disparu et était devenue une « boule de graisse », menaçant d'écraser mon cœur et mes poumons, je fus très intéressé et regrettai de ne pas avoir vu la chose moi-même. La pensée que la grosseur aurait pu être d'une autre nature ne m'avait pas traversé. Les adultes savaient ce qu'ils faisaient. Quand même, je trouvais un peu exagéré qu'ils m'aient mis dans un état pareil.

Une infirmière avait collé sur les murs de ma chambre les posters du journal *Spirou* (les Schtroumpfs, la Ribambelle, le Marsupilami, Boule et Bill, Yoko Tsuno...). Des amies de ma mère, que je n'avais jamais vues, des dames hongroises à l'accent chantant et aux colliers rutilants, me rendaient visite. Elles m'appelaient « Chéri » en roulant les « r » et m'offraient des boîtes de chocolats ou les albums de « Tintin » que je n'avais pas. Je me rappelle le bonheur intense de découvrir *L'Affaire Tournesol* que je n'avais jamais lu. Ma mère venait me voir tous les jours : elle était détendue, naturelle, joueuse. Jamais je ne m'étais senti aussi bien avec elle. Nous riions beaucoup, elle se réjouissait que j'aie, comme elle disait, « le sens d'humour ». Nous jouions au rami, au Monopoly, même si à deux c'était moins drôle, au jeu du « ni oui ni non ». J'avais une petite radio avec un écouteur à oreille unique, avec lequel je guettais les dramatiques policières des « Maîtres du mystère » certains soirs sur Inter-Variétés.

Je me rappelle avoir lu, vers la fin des années 80, le livre de mémoires du cinéaste Ingmar Bergman, *Laterna Magica*. Il parlait de l'extraordinaire ambition que sa mère avait eue pour lui dès l'enfance. J'ai pensé à ce moment-là : c'est drôle, ma mère n'a jamais eu la moindre ambition pour moi. J'ai même l'impression que c'était le contraire. Il avait fallu que je sois malade, en tout cas infirme ou diminué, pour qu'elle soit parfaitement à l'aise avec moi. Et même, peut-être, qu'elle m'apprécie pleinement. Il en est toujours resté quelque chose. Etudiant, puis journaliste, puis écrivain à l'occasion (mais qui n'est pas écrivain à l'occasion, à part les auteurs assignés à des genres précis ?), j'étais parfois interrogé par ma mère, qui me demandait vaguement « sur quoi je travaillais », et qui, après avoir entendu ma réponse, ne cherchait jamais à en savoir plus ou à creuser, se contentant de répondre, immanquablement : « Bien, bien... » Elle n'avait jamais suivi mes études de près. Sensible au prestige social de mon statut de « Normalien », elle était fière de moi, plaisantant toujours sur le fait que mes brillants résultats venaient sûrement de l'héritage génétique qu'elle m'avait transmis. Mais je crois qu'elle fut déconcertée par mon choix de ne pas faire carrière dans l'université (à laquelle les Normaliens sans protection particulière n'accédaient tout de même qu'au bout de longues années d'enseignement secondaire, dont la perspective me décourageait) et de préférer écrire sur la « pop music », qu'elle trouvait globalement risible et de mauvais goût. Elle garda néanmoins avec fierté certains des articles littéraires que j'avais publiés dans *Libération*, la littérature étant pour elle le seul art, avec la peinture, pour lequel son admiration était sans bornes, le cinéma lui paraissant un simple divertissement, qui pouvait être délicieux et éblouissant (elle adorait Hitchcock), mais, au bout du compte, sans véritable profondeur artistique (il y avait sur ce sujet, à la table du dimanche, des discussions explosives avec mon frère Olivier).

Sans doute ai-je vite ressenti que, quoi que j'entreprenne, je n'épaterais jamais ma mère. Les rôles étaient distribués : Olivier était censé la fasciner et l'exaspérer, moi, l'apaiser et l'attendrir. Une fois, j'entendis ma mère parler au téléphone à l'une de ses amies. J'étais entré dans la pièce par inadvertance, alors qu'elle disait : « Oh, il suit son petit bonhomme de chemin, sans grand éclat... » Je me persuadai, sans doute à tort, sûrement à tort, même, que c'est de moi qu'elle parlait, de celui qui « n'avait pas de visage ».

Quand, le lundi de Pâques 1990, je reçus le même jour un appel de l'écrivain Pascal Quignard et un message de l'éditeur Gérard Bourgardier, me disant qu'ils souhaitaient publier le manuscrit que je leur avais adressé chez Gallimard, j'en eus le souffle coupé. Je raccrochai et ne vis plus rien, avec l'impression que quelque chose tournoyait dans ma tête. Je me rappelle, j'étais à la campagne, ma mère était dehors, un racloir à la main, grattant des spores séchées de vigne vierge sur le mur de la maison. Je courus lui annoncer que mon manuscrit était accepté. Elle eut un petit sourire intérieur et énigmatique, dit « Bien, bien... », comme si elle pensait à autre chose, et continua à gratter son mur, le regard vide. Elle qui pouvait manifester un enthousiasme tonitruant pour un revers bien exécuté au tennis contemplait – en apparence – avec une sorte de distance indifférente que je publie un livre dans une collection de Gallimard. Encore aujourd'hui, je ne m'explique pas clairement sa réaction. Je ne crois pas qu'elle s'en fichait, loin de là. Peut-être était-elle depuis longtemps rassurée que je sois casé, que j'aie trouvé ma place (ce qui était loin d'être mon sentiment personnel). Malgré son snobisme, qui la portait vers la pompe et les prestiges liés à ce qu'elle appelait avec une sorte de respect de sacristie le « monde de l'art », elle ne se laissait pas impressionner facilement. Elle était très critique, méfiante face aux engouements faciles de ses amies qui lui prêtaient des livres : vers la fin de sa vie, elle me dit d'ailleurs qu'elle ne comprenait pas le succès de Jean d'Ormesson, un auteur qu'elle trouvait « nul ». Elle aimait les romans policiers, Patricia Highsmith, qu'elle avait rencontrée par son traducteur Jean Rosenthal, un bon ami de mon père, se souvenait des livres humoristiques de Pierre Daninos, mettant en scène le « Major Thompson ». Elle rejetait les ouvrages qui montraient ce qu'elle appelait les « côtés laids de l'humanité ». Elle faisait pourtant des exceptions, par exemple, pour Louis-Ferdinand Céline, mais pour une raison simple : Malraux l'admirait. Dès qu'une autorité – et Malraux était l'autorité des autorités – émettait un oracle, l'œuvre en question prenait aussitôt une valeur sacrée et une sorte de respect frémissant envahissait ma mère. L'inverse pouvait être d'ailleurs vrai : comme Malraux avait un jour émis la sentence que « Derain était un peintre surestimé » (un avis que, personnellement, je trouve aujourd'hui aussi péremptoire qu'injuste), ma mère le répétait. C'était bien la seule faiblesse qu'on pouvait relever dans ses jugements artistiques, autrement toujours sincères et fondés sur une connaissance intime des œuvres, en particulier en peinture. J'ai gardé d'elle ce trait – sans parler d'Olivier – qui me fait prononcer des jugements fermes, entiers et passionnés en matière esthétique. Je ne peux entrer dans des discussions en ces matières sans m'irriter

avec feu que mes interlocuteurs ne partagent pas mes jugements, au risque de les irriter en retour.

En somme, quand je repense à la réaction de ma mère lorsque je publiai pour la première fois, je sentais bien que c'était « plus compliqué que ça », pour reprendre cette expression que pourtant je déteste et qu'emploient les beaux esprits pour ne pas affronter ou en tout cas minimiser les évidences et les émotions simples qui les traversent. D'autant que le premier court récit que j'avais publié mettait en scène un épisode de ma vie intime adolescente, sexuelle même, et que, même s'il ne s'agissait pas de règlements de comptes cruels et outranciers à la Hervé Guibert ou d'attaques au mortier contre les miens, comme Christine Angot (dont j'ai toujours trouvé certains passages éblouissants), je mentionnais des détails vrais sur notre vie de famille, racontant notamment la longue agonie de mon père dans un récit que Gérard Bourgadier baptisa *Dans sa peau*, que les miens eurent l'élégance – et aussi la réaction d'autodéfense, peut-être – de ne jamais mentionner devant moi. Alors c'était sûrement un objet de gêne pour ma mère, d'autant qu'elle avait été peu présente lors des dernières années, épouvantables, vécues par mon père. Mais rien ne pouvait faire que je n'interprète pas cette indifférence de surface comme une négation de ma personne.

Je me rends compte, en arrivant au terme de ce livre, que la brusque injonction qui m'a été faite par l'administration française de justifier mon appartenance à la nation a remué en moi un sentiment d'illégitimité lié à mon enfance – à cet âge où rien n'est stable et tout est fragile, où ce que disent ou ce que font des adultes despotiques peut détruire d'un moment à l'autre ce que vous croyiez être ainsi que les bases sur lesquelles vous croyiez avoir une place dans le monde. Je comprends très bien ce qu'a écrit Jacques Laurent qui, parce que les archives de son village natal avaient brûlé, ne pouvait justifier des origines de sa nationalité et obtenir les documents qu'il réclamait : « On peut être tenté de tuer ou de se tuer. » Je le confirme. J'ai eu des pensées meurtrières contre le fonctionnaire de la préfecture de police qui jugea inutile de se montrer et qui, après m'avoir accordé un « passeport provisoire » et refusé la carte d'identité nationale, me fit dire par une employée que « j'aurais intérêt à réunir les bons papiers » la prochaine fois, et qu'on me rendrait service « une fois mais pas deux ». Pourquoi le nier ? Je regrette de ne pas avoir eu le courage d'exiger à grands cris, dans ce grand bureau vide de la préfecture de police, que ce rat montre sa sale gueule et que je puisse lui cracher dessus. Oui, j'ai été lâche. La peur de l'autorité, d'attirer l'attention sur moi, la

trouille que, à l'arrivée, un éclat de ma part ne compromette ma situation et ne m'empêche d'obtenir le simple droit de voyager, qui m'a été limité pendant un an. Et, oui, je le confirme aussi, j'ai pensé à m'effacer. Pas à me tuer, non, mais à partir. Emigrer, je ne sais où. Et j'y pense encore. En tout cas, une chose est claire : jamais, jusqu'à ma mort, je ne me considérerai comme un citoyen ordinaire en France, parce que je sais que ce n'est pas vrai, et que ce ne le sera plus jamais.

Il est étrange que certains atavismes reviennent affleurer à la surface. Il y a de ça quelques années, ma mère a souhaité que je l'emmène assister au célèbre Prix de Diane, une course de chevaux à laquelle est associée la maison Hermès. Pour l'occasion, elle s'était fait prêter un très joli chapeau fleuri par la maison Motsch, dont le représentant était là. Armé d'un appareil photo, il fixait les coiffures des dames présentes. Il salua ma mère, qui lui demanda à quoi il était occupé, car il avait l'air bien affairé : « Je prends les chapeaux », répondit-il. Aussitôt, ma mère se saisit de son chapeau et le lui tendit : elle avait compris non pas que cet homme photographiait les chapeaux des dames, mais qu'il les « reprenait », au sens propre. Elle pensa qu'il fallait restituer sur-le-champ ce qu'on lui avait prêté et qu'elle n'aurait pas voulu garder une minute de plus. Je suis convaincu que pas une des grandes dames présentes ce jour-là n'aurait fait l'interprétation aussi fausse que désarmante de ma mère : sûres d'elles, de leur place, de leur rang, de leur statut social, ces dames, même parées d'un chapeau ou d'une parure gracieusement prêtés par un sponsor, n'auraient jamais été effleurées par l'idée de se décoiffer en public pour rendre ce qu'elles savaient ne pas leur appartenir. Je reste bouleversé que ma mère ait eu ce réflexe d'illégitimité, ce geste d'émigré qui jamais ne discute ce qu'on lui demande – et qu'il n'a pas fallu grand-chose pour faire rejaillir en moi quelques années plus tard.

Ma mère et moi nous sommes dit adieu un an avant sa mort. Un dimanche, je l'avais persuadée de se préparer pour qu'elle vienne passer un dimanche après-midi dans notre maison de famille. Dans la voiture, je mis de la musique : le disque que venait de sortir Paul McCartney, *Chaos and Creation in the Backyard*. Au bout de quelques mesures, Maman me dit : « Tu vois, je trouve qu'on continue encore aujourd'hui à imiter les Beatles. » Je lui répondis que, justement, c'était Paul McCartney, et que, même si les Beatles n'existaient plus depuis longtemps, lui continuait à chanter des chansons. Elle se tut

et nous écoutâmes en silence. Je ne sais pourquoi, certaines voix, à certains moments, ont le pouvoir magique de faire couler des larmes silencieuses. L'élocution si précise, si belle, de Paul McCartney, les mots si simples, à la fois mélancoliques et détachés, qu'il chantait pour évoquer son acceptation de la mort, de ses proches comme de la sienne, de la disparition de toute chose, prirent dans la voiture une densité extraordinaire. Je sentis ma mère bouleversée, elle savait à ce moment-là qu'elle partirait très vite et que d'une certaine façon, elle était déjà de l'autre côté. Je ne dirais pas que nous avons pleuré : sans nous regarder, nous avons laissé en silence des larmes couler sur nos joues. J'ai ressenti à ce moment-là que tout mon amour de la musique, cette façon que j'avais eue de m'y noyer parce que je n'arrivais pas à parler, c'est elle qui me les avait transmis, qu'il n'y avait rien de mieux à faire que laisser cette évidence couler en nous. Arrivés à destination, alors que nous n'avions pas échangé un mot de tout le trajet, nous n'arrivions pas à nous parler sans que les mots les plus bêtes s'étranglent dans nos gorges : « Tu as mis ton sac dans le coffre ? » « Tu veux que je te donne ton manteau ? » « *Laugh, when your eyes are burning/Smile when your heart is filled with pain* » : j'ai recherché ces mots, je ne m'en souvenais plus, ce sont les seuls qui rendent fidèlement compte de cette scène presque sans paroles.

Je repense à l'appartement de Maman : une vaste salle de réception arrangée avec le soin d'une décoratrice, un grandiose escalier de marbre donnant sur une minuscule chambre, comme ces petites loges qu'on découvre au bout d'un couloir étroit lorsqu'on pousse la porte en trompe-l'œil d'un décor de théâtre. Pour son imagination et ses rêves, il fallait à ma mère le plus beau des espaces ; pour sa propre personne, une petite grotte confortable suffisait.

Depuis que j'ai entrepris ce livre, j'ai reçu une convocation, courant octobre 2010, au Pôle de la nationalité française. On m'y invitait à retirer, « muni d'une pièce d'identité », mon « certificat de nationalité française ». La dame du greffe n'avait pas menti : elle était arrivée à trouver des renseignements sur mes grands-parents paternels, leur lieu de naissance, en particulier, que j'ignorais. La même employée enrhumée que j'avais vue l'année précédente me fit remarquer que mon passeport provisoire comportait une erreur (sur l'arrondissement de Paris où j'étais né) et que si je ne la rectifiais pas, « j'aurais des ennuis ». Oui, « des ennuis ».

Muni de ce papier, je suis donc retourné, avec le « certificat », à l'antenne de police où, un an plus tôt, on avait refusé de me remplacer mon passeport perdu. Une jeune employée commença par me demander un extrait d'acte de naissance. Ahuri, je lui montrai la liste, plutôt longue, portée sur mon « certificat de nationalité française », de tous les documents prouvant que j'étais français. L'extrait d'acte de naissance y figurait. « Ah oui, mais c'est pas le même service », me fit-elle remarquer comme une évidence. Je lui répondis, et ce furent là mes mots exacts, qu'on m'avait assez pourri la vie pendant un an, et que maintenant ça allait bien. Elle me dit que c'était juste pour m'aider, parce que « sinon c'est l'antenne de police qui fait la demande et ça prend plus de temps ». Comme je devais partir pour l'étranger, à l'intérieur de l'Union européenne, et que mon passeport provisoire arrivait à expiration, je ne pouvais pas prendre le risque d'un retard.

Je revins de la mairie environ une heure plus tard avec un nouvel extrait d'acte de naissance censé ne pas avoir « plus de trois mois ». Oui, « pas plus de trois mois ». Pourquoi ce délai ? Pourquoi trois et pas deux, ou même un ? Pourquoi un extrait de naissance obtenu au mois de juin 2010 mentionnant que je suis né le 2 novembre 1958 à Paris devient-il périmé comme un yaourt pour l'administration trois mois plus tard ? Quand on passe les murs de certains bâtiments, « pourquoi ? » est une question qui n'a aucun sens.

Quinze jours plus tard, je reçus un SMS de l'antenne de police : « Veuillez retirer votre passeport », « muni d'une pièce d'identité » oui, encore. J'y suis allé le jour de mon anniversaire. Il y avait peu de monde. Un employé un peu voûté, à l'air absent, m'a fait asseoir de l'autre côté de son bureau, dans une sorte de box, entre deux vitres au verre dépoli. J'ai attendu qu'il vérifie mes empreintes digitales sur un scanner, de signer et surtout d'avoir mon passeport bien en main, de l'autre côté du bureau, et j'ai parlé. Une fois que j'ai eu ce morceau de carton bordeaux entre les mains, je lui ai dit : « Monsieur, j'ai quelque chose à dire qui ne s'adresse pas à vous personnellement, mais à l'administration que vous représentez. » Regard vaguement étonné, air las. Encore un qui s'en fout, me suis-je dit. « J'ai attendu un an avant d'avoir ce passeport. Mes parents ont été naturalisés, ils étaient très fiers d'être français. Maintenant que j'ai ce passeport, je peux voyager. Mais je peux vous dire que plus jamais, de ma vie, mais alors jamais, je ne demanderai à avoir une carte d'identité, parce que le pays dans lequel j'ai grandi n'existe plus. » Petit soupir de dérision, il hausse les épaules, mais à peine. Il est fatigué. Derrière ses lunettes ternies naît une faible lumière. Sa voix est basse mais ferme : « Je suis bien d'accord avec

vous, Monsieur. » Un silence. Je ne bouge pas. Nous nous regardons sans rien dire, je tiens mon passeport à la main. Puis, une seconde fois : « Je suis bien d'accord avec vous. » Une incroyable chaleur émane soudain de cet homme discret que je ne reverrai plus. Je me lève, je voudrais lui serrer la main, mais ce serait trop. C'est la bonté des anonymes, qui gardent une flamme intacte dans un système qui les écœure et à l'intérieur duquel ils ne se sentent plus eux-mêmes.

Soudain, j'ai vu resurgir le visage de mes copains à Boullay, mes balades à vélo sur les routes sentant les feuilles mortes, même en plein été, dans la vallée de Chevreuse, j'ai pensé, je ne sais pourquoi, à l'inconnue qui, il y a trente ans, m'envoya avec un petit mot gentil la carte d'étudiant que j'avais perdue, au sourire et au visage de tous ceux avec qui j'ai joué au pendu au collège, avec qui j'ai subi la folie ou la méchanceté des mêmes profs, à l'odeur de menthe qui montait de l'herbe humide dès la fin de l'été dans notre petit jardin, aux pommes tombées par terre en septembre, à la bibliothèque de mon père, emplies de livres reliés dans un carton à motif de fleurs de lys. Au bout de terre, en France, où j'ai grandi.

J'ai marché dans la rue Ordener, sans trop savoir où j'allais. Je me sentais lourd et hésitant, comme après mon opération.